

Loi Aubry : le gouvernement bourgeois de front populaire renforce l'offensive antiouvrière

N.Y. SPARTAKUS FRANCE
P.O. BOX 1000
CHATELAIN, NY 10008
1-212-333-1025

En plein été, la publication du projet de loi Aubry sur les « 35 heures » a donné le couleur pour la rentrée. Cette loi est présentée comme un acquis ou comme une « réforme » potentiellement positive pour les ouvriers, mais c'est un mensonge pour mieux leur faire avaler l'austérité imposée par le front populaire. Nous sommes contre cette loi qui n'a rien à voir avec la réduction du temps de travail, et tout à voir avec un renforcement massif de l'austérité antiouvrière. Ce gouvernement, qui, avec ses alliés de l'OTAN, vient de détruire en deux mois de bombardements l'essentiel des infrastructures de la Yougoslavie, réduisant en cendres de nombreuses usines et le gagne-pain des ouvriers en Yougoslavie, poursuit en France les attaques contre la classe ouvrière aussi.

La norme historique pour la bourgeoisie est de chercher à avoir le taux d'exploitation de la classe ouvrière le plus élevé pour être le plus compétitif. Cependant, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, les bourgeoisies en Europe de l'Ouest avaient concédé l'« Etat-Providence » (système de retraite et de santé, protection sociale, etc.) pour éloigner le spectre de révolutions ouvrières. Depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS, les gouvernements capitalistes – dirigés aujourd'hui par des sociaux-démocrates – dans la plupart de l'Europe de l'Ouest, sont en train de le démanteler.

Les capitalistes français cherchent à rationaliser et à restructurer leurs entreprises et les lois sur les « 35 heures » sont un moyen pour le faire. Celles-ci seront calculées sur une moyenne annuelle (quand ce n'est pas sur trois ans!), ce qui permet de faire tourner les machines au maximum quand la demande est forte, et de les arrêter quand la demande est moins forte. Les temps de pause ou de repas, auparavant comptabilisés sur le temps de travail, sont supprimés. L'annualisation permet de faire quasiment disparaître le paiement des heures supplémentaires; les salaires sont, eux, « gelés » pendant plusieurs années. Des mesures de mise à la retraite anticipée sont élaborées pour « dégraisser » l'appareil productif et le rajeunir pour l'adapter aux cadences de plus en plus infernales que les patrons veulent imposer. Les lois Aubry permettent aussi « les licenciements individuels », c'est-à-dire facilitent les possibilités de licenciements secs en plus des licenciements déguisés.

Pour financer toutes ces mesures, Aubry augmente les cotisations sociales des ouvriers et organise des coupes sombres dans la protection sociale et la santé (les budgets des hôpitaux sont étrillés, etc.), aggravant les conditions de vie de la classe ouvrière. Avec le plan Charpin, le système de retraite complémentaire est la prochaine cible de Jospin-Gayssot. La flexibilité,



Laurent Troude

En pleine guerre des Balkans, les cheminots sont partis en grève contre l'application des « 35 heures ». Ils se sont heurtés au passage par les bureaucrates, emmenés par Hue et Gayssot. Ici, AG gare de Lyon à Paris.

Pour un parti bolchévique !

avec des horaires de travail changeant de semaine en semaine ou de jour en jour, va toucher encore plus les femmes, qui sont toujours les premières licenciées, « encouragées » à prendre des temps partiels, etc. Pour permettre aux femmes de s'intégrer dans la production, nous sommes pour des crèches et garderies de qualité, ouvertes 24 heures sur 24, payées par les capitalistes et leur Etat. La raison pour la pression accrue pour faire rentrer les femmes au foyer, c'est de renforcer l'institution de la famille, sur laquelle la classe dirigeante s'appuie de façon cruciale pour discipliner et enrégimenter le prolétariat.

LCR et Cie rabattent pour le front populaire

Ces attaques sont menées par un gouvernement capitaliste de front populaire. Un front populaire est une alliance *bourgeoise* entre des partis ouvriers-bourgeois comme le PS et le PC, et des partis bourgeois comme les Verts et le Mouvement des Citoyens de Chevènement. Le PS et le PC sont des partis ouvriers-bourgeois : ils s'appuient organisationnellement sur le mouvement ouvrier, mais ils ont un programme entièrement bourgeois, c'est-à-dire qu'ils sont dévoués à la défense de l'ordre capitaliste; en France, le mécanisme historique de la collaboration de classes a été le front populaire, comme en juin 1936, en 1944-47, en 1981 et encore aujourd'hui. La présence de représentants directs de la bourgeoisie dans une telle alliance de front populaire est la garantie des réformistes à la bourgeoisie qu'ils serviront loyalement le système capitaliste, et le prétexte qu'ils invoquent auprès des ouvriers pour leurs propres trahisons.

Comme nous le disions lors des législatives de 1997 : « Un vote pour les partis dans ces coalitions [de front populaire] est donc un vote pour la classe ennemie, c'est une rupture avec le principe de l'indépendance de classe. **Aucun vote pour les partis ouvriers dans les fronts populaires !** » (voir le Bolchévik n° 143, été 1997)

Tout le marais – Lutte ouvrière (LO), Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Voix des travailleurs (VDT), Pouvoir ouvrier (PO), etc. – a voté pourtant pour des candidats de cette coalition bourgeoise en 1997. Jospin, soutenu par les LO et Cie, colportait la promesse bidon pour tromper les ouvriers, qu'un gouvernement de front populaire pouvait réduire le chômage et donc réduire l'influence du FN.

Toute la stratégie des pseudo-trotskyistes a consisté et consiste encore à colporter l'illusion que les ouvriers peuvent faire pression sur un tel gouvernement de front populaire pour éliminer (ou tout au moins réduire sensiblement) le chômage, ce qui est tout l'opposé du programme révolutionnaire trotskyste, basé sur l'opposition irréconciliable au front populisme. Ainsi, Lutte ouvrière a couronné sa campagne pour les élections européennes en publiant le 11 juin un éditorial d'Arlette Laguiller, qui appelle le gouvernement à lâcher quelques miettes afin d'éviter « le pire » : « C'est la seule manière de peser sur la politique du gouvernement, de la "tirer à gauche", car s'ils sont nombreux à le faire [de voter LO-LCR], cela montrera à Jospin et aux autres dirigeants du Parti Socialiste, tout comme aux hommes de la droite, et au patronat, que le mécontentement de la classe ouvrière grandit, que sa colère

monte, et qu'ils feraient bien de changer de politique s'ils ne veulent pas connaître une explosion sociale. »

Dans la plate-forme de LO-LCR pour les élections européennes (pour laquelle tout le marais pseudo-trotskyiste, de Pouvoir ouvrier à Voix des travailleurs et Gauche révolutionnaire, a fait campagne enthousiaste), LO et LCR étaient explicites qu'ils luttaient pour « imposer la réduction massive, coordonnée dans toute l'Europe, du temps de travail hebdomadaire, 35 heures vers les 30 heures », dans le cadre d'une Europe capitaliste. Et Lutte ouvrière centrait sa campagne sur des mots d'ordre comme « l'Etat doit créer directement des emplois utiles ! » (LO, 21 mai).

Les centristes de droite de PO dénoncent maintenant avec force les lois Aubry, mais leurs appels incessants à la combativité ouvrière, avec des « grève générale illimitée » de la SNCF à la SOLLAC (PO n° 55, mai-juin), se résument en une tactique de pression pour que le PS et le PC mettent en place de vraies et bonnes lois sur les 35 heures : en novembre-décembre dernier, leur n° 51 demandait aux ouvriers d'« exiger que les députés du PS et du PC expliquent pourquoi ils ont voté une loi qui nuit aux intérêts des travailleurs et qu'ils luttent pour imposer les 35 heures, sans réduction de salaire et sous contrôle ouvrier. »

Pour justifier son appel à faire pression sur le PS et le PC, PO qualifie le gouvernement d'« ouvrier-bourgeois », prétendant qu'il aurait une contradiction de classe sur laquelle la classe ouvrière devrait jouer. Le PS et le PC sont certes des partis ouvriers-bourgeois, qui doivent être scissionnés pour arracher les ouvriers les plus avancés à leur direction; mais le **gouvernement** est en réalité un gouvernement capitaliste; y compris s'il contient des faces « ouvrières », il administre l'Etat bourgeois, c'est-à-dire des flics et tout un appareil de répression pour maintenir la domination des capitalistes, et la terreur raciste qui va avec. Les ouvriers ne peuvent pas prendre possession de l'Etat bourgeois et l'utiliser à leur propre compte, comme le prétendent LO et PO, ils doivent le **détruire** et le remplacer par le pouvoir des ouvriers en armes, organisés en soviets et dirigés par un parti bolchévique, comme lors de la révolution d'Octobre 1917. C'est pour cela que nous luttons.

Certains groupes (VDT, LO) ont pris comme prétexte pour soutenir le front populaire la lutte contre le Front national, et ils ont voté PS ou PC en 1997 là où le Front national était présent au deuxième tour des élections. Maintenant que Jospin est au gouvernement ils font disparaître la question. La bourgeoisie garde les fascistes aujourd'hui en réserve, mais elle n'hésitera pas à les utiliser en période de crise sociale à grande échelle et en cas de menace de révolution ouvrière. Le fascisme n'est pas un phénomène parlementaire, on ne peut pas l'arrêter avec des bulletins de vote; les fascistes croissent et recrutent à

Suite page 2

M 2651 - 150 - 5,00 F - RD



Loi Aubry...

Suite de la page 1

travers la terreur dans les rues contre les ouvriers et les opprimés. Ils représentent une menace mortelle pour la classe ouvrière et les opprimés. Nous luttons pour des mobilisations ouvrières-immigrées pour les stopper tant qu'ils sont petits. Le fascisme, tout comme le chômage et la terreur raciste des flics, est inhérent au capitalisme, et seule la révolution socialiste pourra les éradiquer de façon définitive.

Au bout de deux ans de gouvernement de front populaire, et au bout de deux ans de pression sur lui par les groupes de « gauche », le taux de chômage officiel est toujours supérieur à 11 % et l'industrie a globalement perdu des emplois malgré la conjoncture économique favorable pour les capitalistes. En France, le taux d'activité des moins de 25 ans est inférieur à 30 %, ce qui veut dire que moins d'un jeune sur trois a un emploi ! Ces millions de chômeurs constituent pour les capitalistes une armée de réserve qu'ils peuvent brandir contre les ouvriers qui ont un emploi. Le chômage résume parfaitement l'absurdité de ce système capitaliste : en même temps que les capitalistes font des profits considérables, la misère se répand. Nous luttons pour l'échelle mobile des heures de travail ! Comme l'écrivait Trotsky dans le *Programme de transition* : « *Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition détermine la longueur de la semaine de travail. Le salaire moyen de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire, avec un minimum strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de catastrophes.* »

Le *Programme de transition* développe un ensemble de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. Les opposants à la révolution ouvrière internationale comme Pouvoir ouvrier (PO) sélectionnent occasionnellement une revendication du *Programme de transition* et la sortent de son contexte *révolutionnaire* pour faire croire qu'il serait possible de la réaliser sur la base d'une législation parlementaire, enchaînant ainsi les ouvriers à leur propre classe dominante. Le *Programme de transition*, écrit en 1938, prend au contraire pour base la lutte *contre* la collaboration de classes, contre le front populaire embrassés par la pseudo-gauche : Trotsky y tirait les leçons de la puissante vague de grèves de juin 1936 en France, où « *le prolétariat était complètement prêt à renverser le système capitaliste. Cependant, les organisations dirigeantes, socialistes, staliniennes et syndicalistes, ont réussi, sous l'étiquette du Front populaire, à canaliser et à arrêter, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire.* »

Le vrai rôle de ce gouvernement est de



LP/Olivier Corsan

Manifestation pour Souleymane Fofana, tué le 9 avril à la Goutte-d'Or à Paris. Le ministre des flics Chevènement a renforcé le plan Vigipirate de terreur policière raciste pendant la guerre.

démoraliser les travailleurs et démobiliser la lutte de classe. En pleine guerre dans les Balkans, les conducteurs de la SNCF sont partis en grève contre l'application des « 35 heures », la remise en cause de leur statut, le blocage des salaires ou l'introduction du temps partiel. Cette grève a tout de suite été confrontée à une campagne virulente. La charge était menée par les appels à briser la grève du ministre PC Gayssot - patron du patron de la SNCF - ou de Hue, le secrétaire du PC, déclarant « *Si j'étais cheminot, je ne me mettrais pas en grève.* » Les bureaucrates réformistes qui ont soutenu l'impérialisme français dans les Balkans sont les mêmes que ceux qui ont saboté la lutte de classe ici. Comme le disait Lénine en 1915 : « *La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme : les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite bourgeoisie, qui dépendent leur situation privilégiée, leur "droit" aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par "leur" bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande-puissance, etc.* »

Pour une direction de lutte de classe des syndicats

Les bureaucrates syndicaux, y compris ceux de LO et la LCR, refusent de combattre la paupérisation institutionnalisée de toute une génération de jeunes travailleurs, particulièrement de ceux issus d'immigration. Exploitation maximum, salaires de misère et précarité, les intérimaires sont d'autant plus à la merci des patrons que les bureaucraties syndicales refusent de les organiser, faisant ainsi le jeu des patrons qui divisent aussi la classe ouvrière entre « jeunes » et « vieux ».

Les plans de flexibilisation représentés par les « accords » sur les « 35 heures », continuent à provoquer la résistance des ouvriers. Quand la direction de Peugeot-Citroën (PSA) a annoncé, début 1999, l'accord sur les 35 heures, des grèves ont éclaté dans tout le groupe. La CGT, pour ne pas se couper de sa base, a refusé de signer officiellement les accords, tout en se contentant d'appeler à quelques heures de débrayage et d'organiser des « référendums » aux entrées des usines. **Toutes** les directions syndicales ont saboté les grèves.

Ces ouvriers, souvent d'origine immigrée, ont été le fer de lance de la lutte contre l'austérité du front populaire dirigé par Mitterrand pendant leur grève en 1982. Maintenant les patrons veulent les virer avec près de 40 000 licenciements dans l'automobile déguisés en départ en préretraite, et en les remplaçant, au rythme d'une embauche pour trois licenciements, par une main-d'œuvre plus jeune, moins expérimentée politiquement et capable de supporter les cadences infernales. Souvent les patrons ont une politique consciente d'embauche raciste, et donc pour une grande partie des enfants de ces ouvriers, toute perspective de trouver un travail stable et décent payé a disparu.

La bourgeoisie française a fait venir toute une couche d'ouvriers immigrés de ses colonies et ex-colonies dans les années 60 et 70 quand elle avait besoin de plus de main-d'œuvre. Après la chute de l'URSS et dans le climat de réaction politique actuel marqué par le chômage massif, la bourgeoisie les expulse massivement. L'augmentation de la terreur raciste par l'Etat accompagne ces expulsions, ce qui est utilisé comme moyen de diviser la classe ouvrière et de la détourner de la lutte unie nécessaire contre les attaques de la bourgeoisie. Nous luttons pour les **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !**

L'indifférence à l'oppression raciale est la conséquence directe d'une perspective de collaboration de classes. La méthode fondamentale des réformistes est de chercher des alliés dans « leur » bourgeoisie, loin de chercher des alliés dans les couches de la classe ouvrière qui sont victimes d'une oppression spécifique. On a pu le voir lors des grèves de décembre 1995. Ces grèves, qui avaient bloqué le pays pendant trois semaines, ont été cependant limitées à la fonction publique par la bureaucratie syndicale et ses suivistes pseudo-trotskyistes, qui refusaient d'avancer la moindre revendication contre l'oppression des immigrés, qui ont une position stratégique dans l'industrie privée. Nous avons au contraire avancé divers mots d'ordre sur cette question dans la perspective d'une extension de la grève à l'automobile, par exemple contre le plan Vigipirate de terreur policière raciste dans le métro, les gares et les rues, et pour des mobilisations ouvrières-immigrées pour stopper les fascistes.

Mais la « gauche » n'avait qu'un mot d'ordre à la bouche : « tous ensemble », ce qui dans leur bouche ne voulait pas dire tous ensemble en grève, mais tous ensemble avec les traîtres du PS et du PC. En avril 1996, le dirigeant de la LCR Krivine allait se retrouver « tous ensemble » avec Chevènement, Hue, Jospin et Voynet lors d'un meeting à Bercy, où s'est formalisé le front populaire de la « gauche plurielle ». La question cruciale était, en décembre 1995 comme aujourd'hui, la nécessité d'une nouvelle direction révolutionnaire, contre les directions social-démocrates traîtres du PS et du PC, suivies par LO et LCR. Et c'est ce pour quoi nous, la Ligue trotskyste, avons lutté.

En 4 ans, la proportion de smicards dans la population active a augmenté de plus de 50 %, passant de 8,2 à 12,4 %, sans compter les millions de salariés qui touchent moins que le salaire « minimum ». Cela permet aux capitalistes d'introduire un statut différent où les nouveaux embauchés, pour l'essentiel des jeunes, n'ont que des CDD ou des contrats d'intérim, aucune sécurité de l'emploi.

Le système à deux vitesses de statuts différents pour différentes couches d'ouvriers, est non seulement une attaque contre les jeunes ouvriers, mais aussi il jette la base pour attaquer les ouvriers qui ont plus d'ancienneté. Nous disons, **A travail égal, salaire égal !** Comme l'indus-

trie privée est de plus en plus non-syndiquée, il faut une lutte pour organiser les non-organisés dans des syndicats industriels. Pour empêcher les patrons d'embaucher des briseurs de grève et de licencier les ouvriers combattifs, il doit y avoir un monopole de l'embauche par les syndicats. Mais pour ça il faut la construction de syndicats industriels, rassemblant dans un seul syndicat, tous les ouvriers d'une industrie donnée. Alors que nous nous battons pour des emplois pour tous, dans le cadre de notre lutte contre le système capitaliste, il faut des programmes de recrutement et de formation des jeunes, organisés par les syndicats, en particulier des jeunes issus de l'immigration, afin de contrer la discrimination raciste à l'embauche.

Comme nous l'avons écrit dans le *Bolchévique* n° 148, « *Les syndicats, comme organisations de défense, doivent être construits sur la base la plus large possible pour rendre maximum l'unité de la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes. Avec les différents syndicats, créés sur des bases politiques par différentes ailes de la bureaucratie réformiste, on peut voir que les bureaucrates reflètent et transmettent la politique de la bourgeoisie de diviser pour mieux régner. Nous sommes au contraire pour l'unité de la classe ouvrière sur les lieux de production, dans un seul syndicat industriel.* »

Pour forger une direction de lutte de classe dans les syndicats et se débarrasser des bureaucrates, la combativité ne suffit pas, car spontanément la classe ouvrière possède un niveau de conscience bourgeois qui l'enchaîne aux réformistes : pour aiguïser la lutte politique, il faut un parti léniniste, avec lequel une telle direction de lutte de classe serait liée politiquement. Les révolutionnaires doivent se battre à l'intérieur des syndicats existants pour un programme révolutionnaire, contre la politique de collaboration de classes des directions.

Par contre, toute la pseudo-gauche en France accepte ou aide la division au niveau économique de la classe ouvrière en plusieurs syndicats politiques, tout en cherchant à s'unifier avec tout groupe pourri au niveau politique. La LCR est souvent derrière la création de sections SUD dans des secteurs différents, notamment la poste, les télécommunications, et maintenant l'automobile, où de nombreux militants syndicaux, écœurés par les trahisons, sortent de la CGT et de la CFDT. Ainsi, ils renforcent la division des syndicats et isolent les ouvriers les plus combattifs.

Quant à LO, ils préfèrent rester dans la CGT, où ils ont réussi à avoir pas mal de bureaucrates après avoir prouvé leur utilité pour la bourgeoisie en aidant la CGT à casser les grèves de décembre 1995. Ils sont à la recherche d'un bloc politique pourri avec le PC et c'est de là que vient leur posture dans les syndicats.

C'est l'opportunisme et la servilité face à leur propre bourgeoisie qui motivent ces réformistes, qui font occasionnellement une référence bidon au communisme et au trotskysme seulement pour mieux cacher leur propre trahison. Pour le service rendu à la bourgeoisie impérialiste française, LO et LCR reçoivent des millions de francs de l'Etat bourgeois sous forme notamment de subsides électoraux. Loin d'être socialistes ou même capables de défendre les acquis déjà gagnés de la classe ouvrière, ces groupes proposent leurs services pour sauver le capitalisme d'une révolution ouvrière.

Les richesses énormes de cette société ne seront utilisées pour fournir une vie décente pour tous les travailleurs, les pauvres, les immigrés, les jeunes et les vieux, que lorsque **ceux qui travaillent seront au pouvoir**, instaurant une économie planifiée à l'échelle internationale. Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Mais pour cela, il faut un parti révolutionnaire à la classe ouvrière pour lutter pour de nouvelles révolutions d'Octobre. C'est à la construction de ce parti international, et de sa section dans ce pays, que la Ligue trotskyste se consacre. ■

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez

(pour ce numéro)

Réalisation: Xavier Brunoy

Pages « Spartacus ! »: Thomas Angelo

Diffusion: Alexandre Duannec

Directeur de publication: Xavier Benoit

Le Bolchévique, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Presse Numéris - 20 rue de la Victoire - 93150
Le Blanc Mesnil
Commission paritaire: n°59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Mexique: A bas la répression contre la grève étudiante à l'UNAM !

29 août – Face à des menaces de répression gouvernementale de plus en plus ouvertes, les étudiants grévistes de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) arrivent à un moment critique dans leur lutte. La grève a été déclenchée par un projet du gouvernement pour imposer des frais d'inscription qui auraient supprimé le faible accès, même limité, à l'enseignement supérieur public dont les étudiants pauvres et ceux issus de la classe ouvrière jouissent actuellement. La grève, dans cette université de 270 000 étudiants, dure depuis plus de 4 mois et est la plus longue qu'ait jamais connue l'UNAM. Cette attaque fait partie d'un plan « d'austérité » plus général soutenu par toutes les ailes de la bourgeoisie mexicaine et exigé par le Fonds monétaire international (FMI).

Les grévistes bénéficient d'un large soutien, d'importance cruciale, parmi les travailleurs, confrontés eux-mêmes, avec les plans du FMI de privatisation des industries d'Etat, à une attaque en règle similaire contre leurs conditions de vie. Dès le début, les ouvriers membres du syndicat des ouvriers de la fac (STUNAM) et du syndicat des ouvriers de l'électricité (SME) ont joué un rôle clé en se joignant aux étudiants sur les barricades de grève. Hier à Mexico, des centaines de milliers de syndicalistes ont pris part à un rassemblement contre la privatisation, qui a même débordé l'immense place du Zócalo.

Les tentatives du gouvernement pour casser la grève étudiante se sont multipliées au cours du dernier mois. Le 24 août, des centaines d'étudiants de droite dont beaucoup étaient des nerfs en bandanas blancs armés de tuyaux, de bâtons et d'explosifs, ont attaqué plus d'un millier d'étudiants grévistes qui ont réussi à les repousser. Au moment où nous mettons sous presse, le Président Ernesto Zedillo, qui s'en est pris à la grève étudiante en la qualifiant d'« agression brutale », a déclaré que l'UNAM doit ouvrir au plus tard le 1^{er} septembre. En faisant appel aux étudiants de droite pour casser la grève, Zedillo réclame dans les faits une intensification des attaques contre les étudiants de la part de nerfs soutenus par la police.

Le 4 août, Cuauhtémoc Cárdenas, le maire de Mexico, a lancé ses flics anti-émeute qui ont violemment attaqué les étudiants, qui avaient dressé un piquet devant un centre d'inscription ouvert pour casser la grève. Plus de 100 étudiants grévistes ont été sévèrement battus puis arrêtés. En défendant cette brutale répression, Cárdenas disait que « la police de Mexico est intervenue et interviendra autant de fois qu'il le faudra ». Le 13 août, 50 000 personnes, y compris un contingent de centaines d'ouvriers du STUNAM, ont défilé pour protester contre cette répression.

Nos camarades du Grupo Espartaquista de México (GEM) et du groupe de jeunesse de la Juventud Espartaquista (JE) ont répondu à l'attaque des flics par un tract diffusé dès le lendemain et intitulé « La police de Cárdenas attaque la grève de l'UNAM – Levée de toutes les inculpations contre les étudiants grévistes ! Pour une grève des syndicats contre la privatisation et en défense de l'enseignement public ! » Le tract mettait en garde étudiants et ou-



José Núñez

Mexico, 26 juillet : des dizaines de milliers d'ouvriers et d'étudiants manifestent en solidarité avec la grève étudiante de l'UNAM.

Pour des grèves ouvrières contre les privatisations et en défense de l'éducation !

vriers contre les illusions envers le Parti de la révolution démocratique (PRD), nationaliste bourgeois de « gauche », de Cárdenas, un parti capitaliste non moins déterminé que le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) de Zedillo et le Parti de l'action nationale (PAN) à imposer les plans d'austérité du FMI, y compris par la répression sanglante de l'Etat. Nos camarades concluaient par ces revendications : « Pour un enseignement gratuit et de qualité pour tous ! Admission ouverte et sans frais d'inscription ! Halte aux plans de privatisation anti-syndicaux ! »

En même temps la Ligue communiste internationale a sollicité auprès des syndicats, des organisations étudiantes et autres, des déclarations de solidarité, dans un effort international pour défendre les grévistes de l'UNAM et les ouvriers qui les soutiennent. Sont à noter en particulier les déclarations venant d'Afrique du Sud, du puissant syndicat ouvrier général et du transport et du syndicat des mineurs (NUM). La déclaration du NUM était intitulée « L'éducation est un droit, pas un privilège ! » Il y a eu d'autres déclarations en provenance d'Australie et de France ainsi que du local de Vancouver du syndicat canadien des postiers et du local de Pasadena, en Californie, de l'Association nationale des facteurs, qui condamnaient l'attaque contre les grévistes comme de « la tyrannie approuvée par l'Etat ». Le syndicat des dockers de Merseyside à Liverpool en Angleterre, eux-mêmes engagés depuis plusieurs années dans une lutte dure contre le cassage des syndicats, a écrit : « Nous condamnons énergiquement le gouvernement Cárdenas de Mexico pour son oppression brutale des étudiants grévistes de l'UNAM. »

Le 7 août, dans une interview sur la radio KPFA de la région de San Francisco, un représentant du Partisan Defense

Committee [organisation sœur du Comité de défense sociale en France] a appelé les syndicats locaux à envoyer des messages de soutien aux étudiants grévistes. Le 19 août, les Spartacus Youth Clubs [SYC – groupes de jeunesse] de l'Université de Californie à Los Angeles et à Berkeley ont organisé des prises de parole sur les facs en défense des grévistes de l'UNAM. L'orateur du SYC à Los Angeles faisait le lien entre notre soutien aux grévistes de l'UNAM d'une part, et notre opposition au viol impérialiste de « libre-échange » du Mexique que constitue l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) [accord liant les USA, le Canada et le Mexique] d'autre part. Il déclarait : « En tant que marxistes, nous combattons le nationalisme économique qui cherche à dresser les ouvriers des Etats-Unis contre leurs frères et sœurs de classe au Nord et au Sud de la frontière [...]. Nous nous battons pour une lutte de classe commune entre les ouvriers des Etats-Unis et ceux du Mexique contre la bête impérialiste américaine – représentée tant par les Démocrates que par les Républicains – et ses laquais au Mexique que sont le PRI, le PRD et le PAN. »

En même temps qu'il attaque et menace les étudiants protestataires de l'UNAM, le gouvernement mexicain amplifie massivement sa sanglante répression au Chiapas, région qui est occupée militairement depuis le soulèvement zapatiste (EZLN) du Nouvel An 1994, lancé au moment où l'ALENA a été imposé. Les habitants indigènes vivent sous la terreur, sont battus, « disparaissent » ou sont carrément massacrés. Aujourd'hui, sous le prétexte de la construction d'une nouvelle autoroute à travers la région de Montes Azules, Zedillo y a expédié plus de 10 000 nouveaux soldats. Beaucoup d'étudiants sont emballés par l'EZLN et organisent des marches et des caravanes d'aide en leur

soutien. Tout en défendant les zapatistes contre la répression de l'Etat, le GEM se déclare contre le programme petit-bourgeois de l'EZLN consistant à faire pression sur l'Etat bourgeois (via le PRD) pour lui arracher des concessions par des négociations.

Dans sa campagne médiatique hystérique contre les grévistes étudiants, la bourgeoisie mexicaine les accuse publiquement d'être des « ultras » de gauche cinglés qui suivent les ordres du sous-commandant zapatiste Marcos. Elle a manifestement l'intention de bâtir le prétexte pour attaquer ces étudiants, les emprisonner et même pire. Beaucoup d'étudiants parmi ceux qui ont été arrêtés le 4 août craignent qu'il y ait des inculpations criminelles en attente à leur rencontre. Comme l'observait un étudiant, « au Mexique, c'est quand la police frappe à votre porte pour vous emmener que vous apprenez qu'il existe une inculpation contre vous. »

En ce moment, le gouvernement, les médias et le recteur de l'UNAM Barnés s'enthousiasment pour une proposition émise par un groupe de huit professeurs « émérités » en vue de mettre fin à la grève et de redonner le pouvoir à l'administration. Cette proposition pour casser la grève a été rejetée de justesse par un vote lors de la réunion du 14 août du conseil général de grève. Elle continue néanmoins d'être mise en avant y compris par les dirigeants syndicaux traîtres du STUNAM et du SME. Les bureaucrates syndicaux pro-capitalistes montrent par là comment leur perspective est opposée à celle des nombreux ouvriers qui se sont mobilisés pour défendre la grève de l'UNAM.

Durant toute la grève, le GEM/JE a mis en garde contre toute illusion dans la présente direction traître du mouvement étudiant, des deux syndicats officiels liés au PRI au pouvoir, ainsi que des syndicats « indépendants » qui ne sont pas moins subordonnés au nationalisme bourgeois, même si c'est souvent, dans leur cas, via le PRD qui se donne une coloration plus « à gauche ». La politique trotskyste du GEM énerve énormément certains groupes centristes. Dans un article strident et démagogique de leur supplément du 3 août à *El Internacionalista*, l'Internationalist Group (IG) déclare que la dénonciation par le GEM/JE du rôle du nationalisme bourgeois en tant que principal obstacle à la conscience de classe des ouvriers mexicains « n'est que l'embellissement du mécanisme de terreur blanche par laquelle le régime semi-bonapartiste du gouvernement du PRI a assis son pouvoir depuis plus de 70 ans » !

L'IG prétend qu'« il suffirait de se souvenir du destin des centaines de cheminots qui, en résultat de leur grève de 1958 contre les bureaucrates syndicaux, furent emprisonnés, et qui, après 10 ans dans les prisons du PRI, y croupissaient encore quand les étudiants de l'université qui ont été arrêtés en 1968 y furent conduits. » Il est significatif que les seuls exemples de brutale répression étatique qu'ils citent dans cet article soient ceux qui ont été perpétrés par le PRI ! En fait, le lendemain même de la publication de leur article, Cárdenas lâchait ses flics anti-émeute contre les étudiants grévistes. Ceci révèle

l'indulgence vis-à-vis du PRD, derrière le perpétuel rabâchage de l'IG sur le « front populaire cardéniste ».

Comme l'a observé le GEM à propos de l'IG dans un tract du 26 juillet, « A la base de leur politique se trouve un mythe "front populaire" autour du PRD bourgeois. Le front populaire est une forme spécifique de collaboration de classe dans laquelle les partis réformistes de la classe ouvrière font alliance avec la bourgeoisie dans le but de faire obstacle à l'agitation ouvrière et aux potentialités de révolution socialiste. Mais il n'y a pas de parti ouvrier de masse au Mexique, et le prolétariat mexicain est historiquement lié à la bourgeoisie au moyen du nationalisme bourgeois pur et simple [...]. Ainsi, avec son "front populaire", l'IG tente d'embrouiller la nature de classe du PRD bourgeois en l'habillant de rouge. » Et, comme

libération nationale dirigée par la bourgeoisie, de même type que la grande Révolution française, ne peut être réalisée. Donc, la seule révolution possible au Mexique et dans le monde semi-colonial est de type socialiste. Et ce ne peut être que sous la direction du prolétariat, la puissante classe ouvrière industrielle à la tête de tous les opprimés.

Tout au long de cette grève, le GEM/JE a été de plus en plus connu comme les trotskystes qui avancent un programme internationaliste révolutionnaire pour défendre l'enseignement public et pour faire échouer les attaques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Un porte-parole du GEM a pris la parole devant le rassemblement sur la place du Zócalo à la fin de l'immense manifestation du 13 août. Lorsqu'il s'est levé pour parler, notre camarade a été salué par des cris d'encouragement :

4 août : les grévistes étudiants confrontés à une violente attaque de la police anti-émeute lancée par le maire de Mexico et dirigeant du PRD Cuauhtémoc Cárdenas.



Duilio Rodriguez

Les travailleurs de la fac, syndiqués au STUNAM, se sont joints à la défense des étudiants de l'UNAM. Le contingent syndical le 24 août, lorsque des étudiants de droite et autres nervis ont violemment attaqué les grévistes.

le PRD cherche désespérément une alliance à droite avec le PAN, le fait que l'IG camoufle ce parti nationaliste-bourgeois en « front populaire » apparaît plus nettement encore comme une falsification.

L'authentique émancipation et la souveraineté nationale elle-même du Mexique vis-à-vis de l'impérialisme US sont déterminées non par quel politicien bourgeois va gagner les prochaines élections, mais plutôt par quelle classe sociale – la bourgeoisie ou le prolétariat – dirigera ce pays. Nous autres trotskystes nous basons sur le programme et la théorie de la révolution permanente énoncée par le révolutionnaire russe Léon Trotsky, qui explique que dans les pays semi-coloniaux tels que le Mexique aucune révolution démocratique ou de

« Vas-y, Espartaco, vas-y ! » Nous reproduisons ci-dessous l'intégralité de son discours.

Le Grupo Espartaquista de México, section de la Ligue communiste internationale, salue les milliers de personnes rassemblées aujourd'hui sur cette place du Zócalo en défense de l'enseignement gratuit.

Cette grève étudiante a dépassé les limites de l'université et a suscité la sympathie et le soutien actif de sections importantes de la classe ouvrière, telles que les syndicats SME, STUNAM, SITUAM [syndicat d'ouvriers de l'Université métropolitaine] et autres.

La grève est maintenant arrivée à un moment crucial. La bataille pour défendre l'enseignement public, dans le cadre d'une

lutte plus large contre les plans de privatisation dirigés contre la classe ouvrière, ne peut aller de l'avant que si les syndicats se mettent aussi en grève. Par eux-mêmes, les étudiants manquent de puissance sociale. Ce qu'il faut, c'est que le mouvement ouvrier montre ses muscles en faisant grève pour arrêter la production et les services. Le fait que la grève étudiante ait pu durer si longtemps a été rendu possible par le soutien des ouvriers de l'université, appuyés par des brigades d'ouvriers venant d'autres puissants syndicats. Le plan du rectorat pour saper la grève en mettant en place des cours « extramuros » doit être bloqué par des piquets de grève ouvriers devant tous les locaux. La grève, ça signifie : « Tout le monde s'arrête ! Personne ne travaille ! »

Cette attaque montre un point fondamental que nous autres marxistes avons fait depuis le premier jour de la grève : les flics ne sont pas des « ouvriers en uniforme » mais les chiens d'attaque de l'Etat bourgeois. La présence à l'université de flics syndiqués au STUNAM constitue un danger immédiat pour le syndicat lui-même et pour la grève étudiante, ainsi que pour toute action dans laquelle le STUNAM pourrait être impliqué. Flics des « Auxilio UNAM », hors de l'université et du STUNAM !

Aucune illusion dans le PRD, parti des patrons ! L'attaque contre la grève est un coup calculé de la part de Cárdenas et du PRD qui ont utilisé les flics au nom des étudiants en droit qui essayaient de casser la grève en allant s'inscrire pour le nouveau semestre. C'est en cassant la tête aux étudiants que Cárdenas veut démontrer à la bourgeoisie mexicaine, à ses maîtres impérialistes et à la droite du PAN qu'il est le meilleur candidat pour représenter les intérêts de la classe capitaliste aux prochaines élections présidentielles, dans une alliance entre le PRD et le PAN. La présente situation montre que même la réalisation d'un droit démocratique élémentaire tel que l'accès à l'enseignement requiert une lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Avancer des plans utopiques pour construire une « université au service du peuple » comme le font à l'université le Partido Obrero Socialista et En Lucha, ne fait que semer davantage d'illusions dans la bourgeoisie. Les spartacistes disent : Non au dialogue avec le rectorat ! Non à la proposition servile des « émérites » ! Il faut continuer la grève jusqu'à la victoire, et cela requiert de s'allier à la puissance sociale du mouvement ouvrier. Pour des grèves communes des ouvriers et des étudiants en défense de l'enseignement gratuit et contre les privatisations ! Pour un enseignement de qualité et gratuit pour tous, à la ville comme à la campagne !

Ce qui est posé c'est la construction d'un parti léniniste-trotskyiste pour diriger la classe ouvrière vers le pouvoir d'Etat. Le plus gros obstacle à cela c'est l'idéologie du nationalisme bourgeois, qui cherche à décrire tout le monde comme simplement « mexicain ». Tout à l'opposé, nous autres spartacistes avançons l'internationalisme prolétarien. En guise d'échantillon, nous apportons aujourd'hui les salutations à la grève de l'université de la part de puissants syndicats depuis l'Afrique du Sud jusqu'au Canada en passant par les Etats-Unis, et particulièrement les puissants syndicats de mineurs et d'ouvriers du transport d'Afrique du Sud. Le prolétariat n'a pas de patrie ! Notre hymne n'est pas l'hymne national de la bourgeoisie mais l'*Internationale* du prolétariat.

Comme l'a dit le trotskyste américain James Cannon, « Notre parti est le parti de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. La révolution prolétarienne est la seule solution au problème de la classe ouvrière, et tout notre travail doit mener à ce but. » C'est cela le fondement de la politique spartaciste. Rompez avec la bourgeoisie ! Aucune illusion dans le PRD bourgeois ! Forgeons un parti léniniste-trotskyiste internationaliste ! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier !

- Adapté de Young Spartacus, pages de la jeunesse de Workers Vanguard n° 718, 3 septembre

Attaque de LO...

Suite de la page 3

bourgeois américains balançant même aux orties leur semblant de programme politique et fourguant des casquettes et t-shirts sans autre message que « Votez LO-LCR ».

C'est pourquoi ceux qui sont à la recherche d'un véritable parti trotskyste se sont intéressés à la LCI à la fête de LO. Juste avant l'attaque méprisante de LO, une camarade italienne de la LCI avait demandé aux participants à la fête de soutenir la campagne d'aide matérielle aux ouvriers de l'usine automobile Zastava et d'autres usines victimes des bombardements impérialistes. Cette campagne a été initiée par des syndicalistes italiens. Beaucoup des participants ont apprécié d'avoir l'occasion d'exprimer concrètement leur opposition à leur propre bourgeoisie et leur solidarité avec les victimes des bombardements de l'OTAN/USA. La dernière chose que l'OTAN veut, c'est une lutte de classe révolutionnaire des ouvriers yougoslaves contre l'assassin capitaliste Milosevic (et effectivement les ouvriers de Zastava ont mené des luttes combattives ces dernières années). C'est cela que les impérialistes cherchent à empêcher, ainsi que notre lutte

internationaliste prolétarienne pour une fédération socialiste des Balkans afin de mettre fin aux luttes interethniques amenées par la contre-révolution capitaliste. LO a hurlé avec les loups impérialistes contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et a encouragé les forces de la contre-révolution capitaliste dans toute l'Europe de l'Est. C'est ce qui a fait le lit du sanglant conflit interethnique tous azimuts et de la guerre impérialiste dans les Balkans aujourd'hui. Toujours à la traîne de sa propre bourgeoisie, LO essaie maintenant de faire taire la LCI et son opposition révolutionnaire à la guerre et aux gouvernements capitalistes qui la mènent.

Mais les nervis de LO ne nous feront pas taire. Tout le mouvement ouvrier et en particulier les militants de LO doivent protester contre ce scandale. Au fond, cette violence est une tentative désespérée d'empêcher les militants de LO d'avoir accès au débat politique et à la confrontation de positions qui est vitale pour clarifier les divergences dans le mouvement ouvrier. Chaque année, les nervis de LO provoquent un nouveau scandale qui révèle le système de valeurs dégoûtant de ces sociaux-chauvins. En 1992, les chauvins homophobes de LO ont refusé un stand à Act-Up. Pour avoir offert notre

stand à Act-Up, la LCI s'est vu interdire pour toujours d'avoir son propre stand à la fête de LO. Ces dernières années, les nervis de LO ont tabassé de façon répétée des jeunes de la deuxième génération et des immigrés qui voulaient entrer dans la fête. L'année dernière, LO a censuré l'organisation nationaliste basque Herri Batasuna. La LCI a démasqué et a protesté contre chacune de ces atrocités. N'attendez

pas d'apprendre qui est le prochain sur la liste de LO. Agissez maintenant ! Arrêtez le gangstérisme politique et les brutalités de LO ! Nous enjoignons toutes les organisations ouvrières à condamner publiquement cette violence lâche et méprisante !

Ligue trotskyste de France, section française de la LCI, le 25 mai 1999.

Meetings-débats de la LTF

Nous sommes le parti de la révolution russe
La lutte pour le marxisme révolutionnaire aujourd'hui

PARIS: Vendredi 1^{er} octobre, 20h00
CICP 21 ter, rue Voltaire
Paris 75011 M° rue des Boulets

ROUEN: Mardi 19 octobre, 20h00
La Halle aux toiles
Près des cinémas Gaumont

A bas la forteresse Europe raciste !
Pour un parti prolétarien léniniste, tribun du peuple !

PARIS: Vendredi 15 octobre, 20h00
LSC, 69 ter, rue de la Chapelle, Paris 75018 M° Porte de la Chapelle

La lutte pour la libération des Kurdes

Le trotskysme contre le nationalisme du PKK

Nous reproduisons ci-dessous un supplément du 24 juin à Spartakist, journal de nos camarades du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne (SpAD).

L'image effrayante d'Abdullah Öcalan, menotté et humilié après sa capture par l'Etat meurtrier turc en février, met en relief l'oppression nationale continue du peuple kurde. Traqué d'un pays à l'autre, le dirigeant du Parti ouvrier du Kurdistan (PKK), auquel les gouvernements sociaux-



démocrates de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et d'Allemagne ont refusé l'asile, a été saisi par des commandos d'élite turcs au Kenya. Incarcéré dans la célèbre prison de l'île d'Imrali dans la mer de Marmara, Öcalan a maintenant été mis en procès par le régime sanguinaire turc où il risque la peine de mort. Nous exigeons : Liberté pour Öcalan !

Depuis des dizaines d'années, les impérialistes occidentaux soutiennent l'Etat turc et l'aident politiquement et militairement à réprimer les Kurdes. Les Etats-Unis ont magouillé avec leurs clients turcs pour attraper Öcalan, en fournissant les informations qui ont mené à son enlèvement. Pour sa part, l'impérialisme allemand livre des armes à la Turquie et forme les troupes d'élite turques à l'Académie du haut commandement de la Bundeswehr. Craignant l'instabilité au Proche-Orient où ils espèrent tirer de fabuleux profits des oléoducs et des gazoducs, les capitalistes allemands soutiennent le moindre geste de leur allié turc contre le PKK et les Kurdes. Et en intensifiant la campagne raciste anti-immigrés contre les travailleurs kurdes, la bourgeoisie allemande cherche à diviser et affaiblir, chez elle, la classe ouvrière multiethnique.

Quelques semaines à peine après que le régime turc avait kidnappé Öcalan, les forces de l'OTAN, menées par les Etats-Unis et avec la participation de l'Allemagne, ont lancé une campagne massive de bombardement contre la Serbie sous le prétexte bidon de soutien « humanitaire » aux Albanais du Kosovo contre le « nettoyage ethnique » par les forces serbes de Slobodan Milosevic. Justifier le bombardement de terreur dans les Balkans au nom des « droits de l'homme » est le summum de l'hypocrisie impérialiste. Le mépris nationalisme de Milosevic envers les Albanais du Kosovo est sans commune mesure avec le traitement barbare et meurtrier auquel le pouvoir turc soumet quotidiennement les Kurdes – avec l'appui sans faille des impérialismes allemand et américain !

Après le kidnapping d'Öcalan, les arrestations en masse de Kurdes ont commencé dans les villes de l'Ouest de la Turquie. Son arrestation a provoqué des batailles de rue à Diyarbakir et dans les bidonvilles du quartier de Gazi Mahallesi d'Istanbul où les manifestants kurdes se sont défendus contre les attaques des flics. A travers l'Europe et le monde, des dizaines de

Pour une république socialiste du Kurdistan unifié!

milliers de Kurdes ont manifesté et occupé des ambassades pour protester contre l'enlèvement d'Öcalan. A Hambourg, les locaux du SPD ont été occupés. A Berlin le 17 février, Ahmet Acar, Sema Alp et Mustafa Kurt ont été abattus par les gardes de sécurité israéliens qui avaient ouvert le feu sur des manifestants kurdes devant le consulat israélien. Seize autres manifestants ont été blessés et l'un d'entre eux, Sinan Karakus, est mort dix jours plus tard.

En réprimant les Kurdes, le parlement SPD/CDU de la ville de Berlin a décrété l'état d'urgence et interdit toute manifestation relative au « problème kurde ». Les flics ont arrêté plus de mille Kurdes alors que des centaines d'autres étaient battus. Espérant intimider la minorité kurde pour la réduire au silence, le chancelier SPD Gerhard Schröder et son ministre de l'inté-

pour tous les immigrés ! A bas l'interdiction du PKK et des associations kurdes ! »

La Turquie membre de l'OTAN : une prison des peuples

Le caractère explosif des antagonismes nationaux au Proche et au Moyen-Orient est le résultat direct des machinations impérialistes. Lorsque les impérialistes français et britanniques ont découpé l'Empire Ottoman après la Première Guerre mondiale, ils divisèrent la patrie des Kurdes entre quatre Etats bourgeois : la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Même l'Etat kurde fortement tronqué qui avait été mandaté par le traité de Sèvres de 1920 fut vidé de sa substance trois ans plus tard par le traité de Lausanne qui créait la Turquie moderne et qui stipulait que toute personne vivant dans le pays était turque sauf les



Berlin : les spartakistes appellent à une « république socialiste du Kurdistan unifié ! » lors d'une manifestation, en février, pour la liberté pour Öcalan.

rieur Otto Schily ont menacé d'utiliser « la loi à fond » pour déporter les Kurdes vers les chambres de torture turques. Depuis 1993 le SPD soutient entièrement l'interdiction du PKK, l'étiquetant ainsi que les autres organisations kurdes de « terroristes ».

De la Grande-Bretagne à la France en passant par le Canada et l'Australie, la Ligue communiste internationale s'est jointe aux manifestants kurdes pour exiger la liberté pour Öcalan. Le Parti ouvrier spartakiste a protesté aux côtés des manifestants kurdes en Allemagne en distribuant une déclaration en turc, en allemand, en italien, en français et en anglais qui soulignait : « L'impérialisme allemand, avec l'impérialisme américain, parraine la campagne turque d'extermination des Kurdes, en armant et en entraînant les escadrons de la mort. » Elle exigeait : « Levée de toutes inculpations ! Liberté pour les prisonniers kurdes ! Aucune déportation ! Pleins droits de citoyenneté

membres des minorités religieuses dépourvues de terre (les Arméniens, les Grecs ou les Juifs séfarades).

Peu après sa naissance, l'Etat turc fondé par Mustafa Kemal (Atatürk) chercha à détruire l'identité nationale kurde. En mars 1924, il fut interdit de parler et publier en langue kurde, et la constitution codifia la doctrine kémaliste selon laquelle la Turquie était strictement turque. Finalement les Kurdes furent rebaptisés de force « Turcs des montagnes ». Au début des années 1960, le pouvoir turc promulgua une loi remplaçant les noms des lieux kurdes par des noms turcs et proclamant qu'il n'existait pas de nation kurde. Quand d'importantes manifestations éclatèrent en mai 1961 à Mardin, Diyarbakir et dans d'autres villes pour protester contre l'assaut systématique contre les droits des Kurdes, le gouvernement abattit plus de 300 manifestants.

Cette politique s'est poursuivie de façon ininterrompue dans les années 80 et 90. En

décembre 1982, le ministre de l'éducation décréta qu'étant donné que les chants folkloriques de l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est pouvaient être utilisés à des fins subversives, ils ne pouvaient être chantés qu'en turc. En octobre 1983, la loi 2932 interdit l'utilisation même de la langue kurde. David McDowall note dans son livre *A Modern History of the Kurds* [Une histoire moderne des Kurdes] (1997) : « Le terme "kurde" était déjà un tel épouvantail que la loi trouva une expression pour rendre son interdiction explicite sans mentionner le mot incriminé. » Les noms kurdes qui contredisaient « les traditions, la moralité et la culture nationales » et « insultaient le public » furent bannis. Au milieu des années 80, près de 3 000 villages des régions d'Ardahan, Gaziantep, Urfa, Mardin, Siirt et Diyarbakir avaient été rebaptisés.

La répression d'Etat prit des proportions énormes. Entre septembre 1980 et septembre 1982, 81 000 Kurdes au moins furent jetés dans l'enfer des prisons turques. L'armée déploya les deux tiers de ses troupes au Kurdistan, portant leur nombre à 200 000 au début des années 90. Ferme-ment décidée à détruire la nation kurde, l'armée turque détruisit des milliers de villages kurdes, ce qui signifiait d'énormes transferts forcés de population et l'assassinat de dizaines de milliers de personnes. Au nombre de 25 à 30 millions, les Kurdes sont un des plus grands peuples dans le monde à ne pas avoir un Etat à eux. Composées en grande majorité de paysans et de métayers sans terre horriblement exploités, les masses kurdes du Sud-Est de la Turquie se sont trouvées historiquement sous la botte des aghas (la noblesse terrienne kurde), du clergé sunnite et de l'armée sanguinaire turque. La société kurde elle-même est hautement stratifiée en classes – au début des années 80, 8 % des familles d'agriculteurs possédaient plus de 50 % de la terre et 38 % étaient sans terre.

Une des raisons qui explique le règne de terreur du régime turc en Anatolie orientale, est le renforcement des inégalités économiques entre Turcs et Kurdes. Le revenu par personne dans les régions kurdes du Sud-Est au début des années 90 était de 42 % de la moyenne nationale et d'un quart de celui de la région autour de la Mer Egée et de la Mer de Marmara. Le taux d'alphabétisation dans beaucoup de provinces kurdes était inférieur à 50 %, comparé aux 77 % de moyenne nationale, parce que l'enseignement était fait en turc, une langue étrangère pour la plupart des Kurdes des campagnes.

Derrière l'oppression nationale constante subie par les Kurdes se trouve la campagne des bourgeoisies du Proche-Orient pour créer des Etats nationalement homogènes en privant les Kurdes de leur propre nationalité. La reconnaissance même de l'identité kurde menace la stabilité des régimes bourgeois de la région. Pour cette raison, il est impensable que le peuple kurde puisse réaliser l'autodétermination nationale dans le cadre du système d'Etat-nation capitaliste.

En tant que marxistes qui défendons franchement l'égalité des nations et combattons toutes les manifestations de nationalisme et de chauvinisme, nous insistons que les droits du peuple kurde ne peuvent être garantis que par des révolutions socialistes écrasant les Etats capitalistes qui les oppriment - la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Pour y parvenir, il est nécessaire de construire des partis léninistes-trotskyistes qui unissent les travailleurs d'origines nationales et ethniques différentes. De tels partis inscriront sur leur drapeau l'appel à une **république socialiste du Kurdistan unifié**, dans le cadre d'une **fédération socialiste du Proche-Orient**.

Cette perspective est une expression concrète du programme de la révolution permanente de Léon Trotsky, la seule voie pour l'émancipation de l'esclavage pré-capitaliste et de l'exploitation capitaliste vers les masses du monde semi-colonial. Dans les pays à développement capitaliste retardataire, les tâches de la révolution démocratique bourgeoise depuis longtemps réalisées en Occident ne peuvent être résolues par les bourgeoisies locales, qui dépendent entièrement de l'impérialisme et craignent que tout mouvement vers le progrès social n'encourage les ouvriers à les renverser. Dans ces pays, les tâches non résolues de la révolution démocratique bourgeoise - telles que la révolution agraire, les droits des femmes et la libération nationale - ne peuvent être réalisées que par la dictature du prolétariat à la tête des masses paysannes. Afin de survivre et de s'épanouir, la révolution socialiste dans les pays arriérés doit s'étendre aux Etats capitalistes avancés de l'Occident et du Japon, dont les économies, la technologie et la technique scientifique sont indispensables pour élever le « tiers monde » au niveau économique du « premier ».

Le nationalisme du PKK : une impasse pour les Kurdes

La défense du droit d'autodétermination pour le peuple kurde est une obligation cruciale pour ceux qui veulent être des communistes en Turquie. La classe ouvrière turque doit être gagnée à la perspective de soutenir les droits nationaux des Kurdes, de défendre le PKK et les autres organisations kurdes contre la terreur d'Etat et de se faire les champions des droits pleins et égaux pour la langue kurde. C'est seulement en combattant contre toutes les manifestations de chauvinisme turc et d'oppression nationale que la voie peut être ouverte pour une lutte commune des ouvriers turcs et kurdes contre leurs oppresseurs capitalistes communs.

Comme Lénine l'a souligné, les communistes d'un pays oppresseur doivent insister sur leur opposition au chauvinisme de leur « propre » bourgeoisie, alors que les communistes du pays opprimé doivent combattre en particulier le nationalisme petit-bourgeois et se battre pour l'unité dans la lutte des ouvriers des deux nations : « Les gens qui n'ont pas approfondi cette question trouvent "contradictoire" que les social-démocrates des nations qui en oppriment d'autres insistent sur la "liberté de séparation", et les social-démocrates des nations opprimées, sur la "liberté d'union". Mais un peu de réflexion montre que, pour parvenir à l'internationalisme et à la fusion des nations en partant de la situation actuelle, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autre voie » (« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elle-mêmes », juillet 1916).

Ainsi, tout en défendant le droit d'autodétermination des Kurdes, les communistes s'opposent fortement au programme nationaliste petit-bourgeois du PKK. En réaction à l'oppression tous azimuts des Kurdes, le PKK a été fondé par Öcalan (surnommé Apo ou « oncle ») au milieu des années 70. Le mouvement, qui adoptera le nom de PKK en 1978, se disait « marxiste-léniniste », ce qui reflétait les racines urbaines d'Öcalan comme étudiant à Ankara, où il avait été un sympathisant du groupe de jeunesse de gauche Devrimci Genc à l'époque où le maoïsme était en vogue parmi la jeunesse radicalisée.

Malgré sa rhétorique « marxiste-léniniste », le PKK n'a jamais rien eu à voir avec le marxisme authentique. Rejetant la lutte pour un parti léniniste révolutionnaire basé sur le prolétariat turc et kurde qui se développait, Öcalan, comme beaucoup de militants de gauche turcs et kurdes de la fin des années 60 et du début des années 70, embrassa le guérillisme tiers-mondiste. Repoussés par le refus chauvin pourri de la gauche turque de défendre la cause de la libération des Kurdes, Öcalan et ses partisans se retirèrent dans la campagne, tournant le dos aux ouvriers d'Istanbul, Ankara, Sivas et Adana. C'était criminel pour deux raisons, car contrairement à d'autres groupes kurdes, le PKK tirait son soutien des éléments prolétariens qui haïssaient la domination de classe des *aghas* et marchands kurdes.

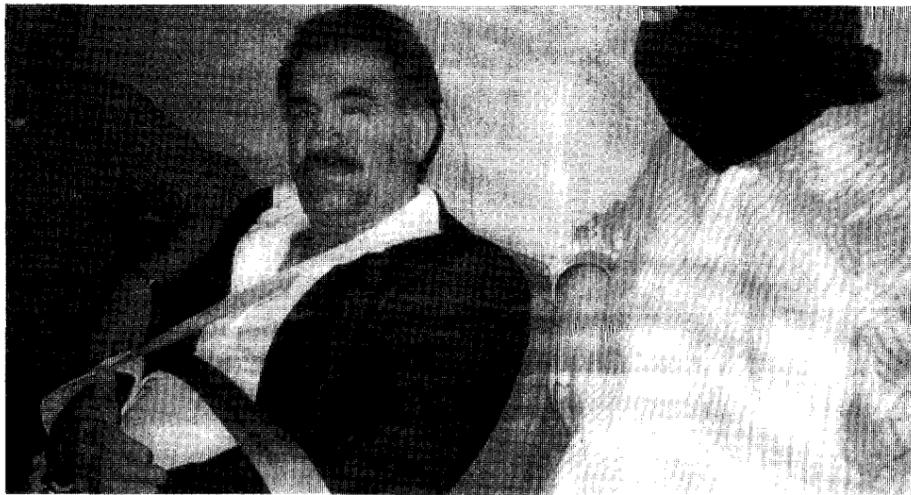
Bien que ses partisans haïssent le propriétaire terrien et la hiérarchie féodale du village kurde, le PKK s'est lui-même engagé dans une grossière politique basée sur le clan, jouant une famille ou un village contre un autre dans le petit coin de l'Anatolie. McDowall écrit : « Plutôt que de s'attaquer à la classe des *aghas* en tant que telle, le PKK opéra d'après des calculs subtils, exploitant les vendettas là où elles existaient et aidant à les créer là où elles n'existaient pas. » Un des proches collaborateurs d'Öcalan a fait la remarque que toutes les fois que le PKK gagnait une personne d'une famille ou tribu, « toute la famille ou toute la tribu se rangeait de notre côté. »

Bien sûr, le PKK nationaliste petit-bourgeois a mené une lutte militaire héroïque contre une armée turque bien mieux équipée, et il a gagné un soutien de masse parmi les Kurdes du Kurdistan turc, des centres urbains de la Turquie occidentale et de la diaspora d'Europe de l'Ouest et d'ailleurs. Néanmoins, le PKK utilise la guerre de guérilla seulement pour arracher sa participation à la table de négociation où il espère obliger la bourgeoisie turque à accorder des concessions. En même temps, il cherche à faire pression sur les impérialistes occidentaux pour qu'ils fassent pression sur leurs alliés turcs de l'OTAN.

La stratégie du PKK est en droite ligne des autres mouvements nationalistes petits-bourgeois tels que l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et le Congrès national africain (ANC). Etant donné que la perspective de ces mouvements n'est explicitement pas liée à une lutte pour la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés, ils se tournent nécessairement vers les bonnes grâces de l'impérialisme occidental, avec des conséquences désastreuses pour les masses opprimées. Aujourd'hui, à la suite des accords de « paix » concoctés par les Etats-Unis, l'OLP de Yasser Arafat s'est vendue comme auxiliaire de police des sionistes racistes d'Israël. En Afrique du Sud, l'ANC nationaliste maintenant bourgeois est à la tête d'un système de néo-apartheid où les masses noires sont tout autant exploitées et opprimées par les Randlords que sous le régime raciste blanc. Si le PKK arrivait à un accord avec les bourreaux turcs, il s'efforcera d'utiliser sa nouvelle position pour exploiter son propre peuple et servirait de gendarme kurde pour l'Etat turc. Dans son discours devant le tribunal turc, Öcalan a développé une telle perspective qui a été approuvée par le PKK.

Pendant la guerre froide, lorsque l'Union soviétique faisait face à un encerclement hostile par les pays impérialistes, les forces nationalistes petites-bourgeoises telles que l'OLP ou l'ANC étaient souvent politiquement et militairement soutenues par Moscou, ce qui leur donnait une certaine marge de manœuvre. Le PKK, pour sa part, jouissait d'un minimum de soutien militaire de la Syrie qui avait des relations amicales avec l'Union soviétique, et où Öcalan trouvait un refuge et avait établi des bases pour la guérilla du PKK. Cependant, après la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-92, les nationalistes petits-bourgeois sont restés suspendus en l'air. L'OLP répondit en se tournant encore plus ouver-

Liberté pour Öcalan !



Le dirigeant du PKK Abdullah Öcalan, condamné à mort par un tribunal turc, le 29 juin. Les impérialistes, dont la France, lui ont refusé l'asile et sont les parrains de la guerre d'extermination contre les Kurdes.

tement vers Washington pour marchander un accord de « paix » qui n'a en rien allégé les souffrances des masses palestiniennes. Sans le soutien de l'Union soviétique, la Syrie a succombé à la pression de la Turquie qui menaçait d'envahir son voisin arabe si elle continuait à donner refuge au dirigeant du PKK et à ses unités de guérilla. L'année dernière, la Syrie a cédé à cette provocation et Öcalan a été forcé de quitter le pays.

Tout ceci a poussé le PKK à intensifier ses ouvertures aux ennemis par excellence de la liberté kurde : les impérialistes occidentaux et l'Etat turc. A la recherche des faveurs des bourgeoisies européennes, le PKK a déclaré l'an dernier : « Le PKK peut résoudre la question kurde soit en poursuivant la lutte dans les montagnes, soit en faisant appel à l'Europe » (*Kurdistan-Rundbrief*, 2 décembre 1998). Il a aussi offert les Kurdes comme pions dans la rivalité entre l'Union européenne (UE) et l'impérialisme américain : « Le manque d'une approche politique de la question kurde de la part des pays de l'UE... tout comme la passivité par rapport au problème yougoslave, signifie encore une fois donner l'occasion aux Etats-Unis d'avoir le dessus » (*Kurdistan-Rundbrief*, 10 février).

Öcalan a montré aussi peu de pudeur dans ses appels aux Etats-Unis. Dans un rapport transmis sur la chaîne de télé kurde Med TV le 15 octobre 1998, il implorait Washington : « Mettons que le pouvoir soit entre vos mains, accorderiez-vous aux Kurdes le droit à la paix ? Leur accorderiez-vous quelques droits démocratiques ? Votre partenaire est là, je vous en donne ma parole. Préparez une solution politique, je ne poserai aucune condition préalable. » En se prosternant ainsi lâchement devant les grandes puissances, le PKK marche sur les pas des grands clans

aristocratiques de Barzani et Talabani du Kurdistan irakien, qui ont toujours vendu leurs services à un éventail fluctuant de puissances régionales et d'impérialistes occidentaux, en échange d'un soutien militaire et politique.

Implacablement hostile à la perspective d'unifier les ouvriers kurdes et turcs contre leurs ennemis de classe communs, le PKK a progressivement ajusté sa politique au climat réactionnaire du monde post-soviétique, remplaçant même son appel formel à l'indépendance du Kurdistan turc par la revendication d'« autonomie ». Ils ont même offert leur aide aux meurtriers au pouvoir en Turquie dans leur visée expansionniste pour contrôler les régions turcophones d'Asie centrale, déclarant dans *Kurdistan-Report* (janvier/février 1998) : « La solution en Turquie est une solution régionale. Cela ne devrait pas inquiéter la Turquie. Cela signifierait assurer un pont vers le Proche-Orient et l'Asie centrale jusqu'aux régions turkmènes. Pour la première fois de son histoire la Turquie pourrait être, grâce à ce pont kurde, une très grande puissance. »

Plus les appels du PKK aux impérialistes et à l'Etat turc devenaient accentués, moins il se servait du verbiage « marxiste-léniniste » et de la laïcité qui animent beaucoup de ses membres. Bien que le PKK ait critiqué l'oppression des femmes dans ses publications et soit connu pour avoir des femmes en armes dans ses groupes de guérilla, sa vision et son mépris petits-bourgeois des masses prolétariennes de Turquie l'ont amené à se tourner vers les forces les plus réactionnaires du paysage politique en Turquie : des éléments du clergé sunnite et le Parti de la prospérité (maintenant appelé Parti de la vertu) de Necmettin Erbakan, une organisation islamique de masse.

Suite page 8

Campagne d'abonnement au Bolchévik

Le Bolchévik (incluant Spartacist)

- 20 F. pour 4 numéros (1 an)
- Hors Europe : 30 F. (avion 40 F.)

Workers Vanguard (incluant Spartacist, Black History)

- 150 F. pour 24 numéros

Etranger : mandat poste international

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____ 150

Quotas

Paris : 165 pts

Rouen : 35 pts

Autre : 25 pts

Chèques à l'ordre du Bolchévik - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

PKK...

Suite de la page 7

A la fin des années 80 et au début des années 90, le PKK a mis sur pied un groupe dirigé par un religieux à Bitlis et s'est associé au Partiya Islami Kurdistan et à Islami Harekat (Mouvement islamique). Plus récemment, des représentants islamiques ont été membres du parlement kurde en exil d'Öcalan. Le PKK répand le mensonge réactionnaire que « Les mouvements islamiques ont besoin de nous et ils respirent à travers nos luttes. Nous n'oublions pas que le parti ouvrier aspire à un islam authentique » (Junge Welt, 20 novembre 1995). Dans son rapport sur Med TV, Öcalan a demandé au Parti de la vertu : « Où est votre loyauté envers l'Islam, comment pouvez-vous qualifier d'islamique votre attitude de soutien à la guerre en toutes circonstances ? Où est l'Islam dans tout ça ? »

La religion sert à enchaîner les opprimés à l'ordre ancien en leur inculquant des superstitions et une moralité conservatrice. Ce n'est nulle part aussi vrai que dans le monde musulman, où le Coran et le poids réactionnaire de la famille maintiennent des centaines de millions de personnes, particulièrement les femmes, dans un état d'isolement, d'ignorance et d'horrible assujettissement. En embrassant les partis islamiques réactionnaires de Turquie, le PKK signale à l'establishment clérical qu'on peut lui faire confiance pour renforcer l'emprise de l'Islam sur les masses kurdes, qui est déjà très forte dans les régions arrières du Kurdistan turc.

Les militants kurdes, confrontés à la banqueroute du guérillisme du PKK et à sa politique réactionnaire flagrante, doivent saisir la différence fondamentale entre la stratégie petite-bourgeoise du PKK et la perspective marxiste que seule la classe ouvrière - turque, kurde, arabe, perse et de langue hébraïque - a la puissance sociale, le nombre et l'organisation nécessaires pour renverser les Etats bourgeois du Proche et du Moyen-Orient par la révolution socialiste. Seule cette voie est capable de libérer les Kurdes opprimés des chaînes de leur oppression nationale et de garantir leur droit à l'autodétermination. Le programme nationaliste du PKK est une impasse - seule la stratégie trotskyste de la révolution permanente peut libérer les masses kurdes.

SPD : parti ouvrier-bourgeois de racisme et de guerre

En Allemagne, des dizaines de milliers d'ouvriers kurdes font partie de syndicats de masse aux côtés de leurs frères et sœurs de classe allemands et turcs. Les ouvriers turcs et kurdes d'Europe peuvent être un pont vivant faisant le lien entre la lutte pour l'indépendance kurde et la révolution socialiste au Proche-Orient, et le pouvoir ouvrier dans l'Occident industriel. Les

ouvriers allemands et ceux d'origine turque doivent prendre position en défense des droits des organisations kurdes. Ceci est particulièrement urgent aujourd'hui au moment où l'Etat raciste allemand utilise ses attaques contre le PKK pour s'en prendre à tous les immigrés et au mouvement ouvrier de façon plus générale. Cependant, la social-démocratie et la bureaucratie syndicale sont des obstacles à la mobilisation de la puissance du prolétariat contre les déportations racistes, les provocations fascistes et les attaques agressives contre la classe ouvrière.

Depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et l'absorption de l'Etat ouvrier déformé est-allemand (RDA) dans le Quatrième Reich au début des années 90, les rivalités interimpérialistes se sont fortement accrues et ont poussé la bourgeoisie



Le régime turc a rasé plus de 3 500 villages kurdes et a chassé plus de trois millions de personnes de la région kurde au Sud-Est de la Turquie.

allemande à intensifier ses attaques contre la classe ouvrière, afin de mieux concurrencer ses rivaux impérialistes. Pour y parvenir, la bourgeoisie a cherché à paralyser les luttes du prolétariat en infectant les ouvriers avec le poison du chauvinisme et du racisme. Hurlant que « le navire est plein », le cri de guerre raciste que l'Allemagne a trop d'« étrangers », les bourgeois ont cherché à créer un climat idéologique dans lequel les réfugiés et autres immigrés puissent être chassés en toute impunité.

Dans les dernières élections nationales, des millions d'ouvriers ont voté pour le SPD, portant les sociaux-démocrates au pouvoir pour la première fois depuis 1982. Ils en avaient assez de presque 17 ans de gouvernements chrétiens-démocrates dirigés par Helmut Kohl et des attaques anti-ouvrières croissantes. Sous les ordres de la bourgeoisie, le SPD a pris en main les rênes de l'Etat capitaliste pour faire avaler les concessions exigées par la bourgeoisie aux puissants syndicats dont les dirigeants bureaucrates traîtres empêchaient les ouvriers de défendre leur niveau de vie. En gérant l'Etat bourgeois, le SPD suit une politique qui n'est pas moins réactionnaire et raciste que celle de la CDU. La répression effrénée que subissent les manifestants kurdes dans les rues de Berlin, Hambourg et Cologne n'est qu'un exemple de ce que signifie le gouvernement SPD de Gerhard Schröder.

Les sociaux-démocrates, ayant définitivement rejoint le camp de l'impérialisme allemand au moment de la Première Guerre mondiale en votant les crédits de guerre qui ont envoyé d'innombrables ouvriers mourir dans les tranchées, se sont depuis lors consacrés à enchaîner le prolétariat à son ennemi de classe. En 1992 le SPD a encore une fois prouvé sa fidélité aux banquiers de Francfort en votant l'abolition du droit d'asile, ce qui a encouragé les nazis à perpétrer un pogrome contre des immigrés à Rostock. A Hambourg et dans le Land de Schröder, la Basse-Saxe, les gouvernements SPD ont orchestré de furieuses rafles de police contre des Africains et d'autres immigrés. Le SPD et son partenaire de coalition, les Verts, ont bombardé le peuple serbe dans le conflit militaire le plus important en Europe

depuis la Deuxième Guerre mondiale. Dans les élections de l'année dernière, nous avons refusé de donner le moindre soutien au SPD ou au Parti du socialisme démocratique (PDS), les anciens staliniens est-allemands qui ont vendu la RDA à l'impérialisme allemand en 1990 et se sont transformés en sociaux-démocrates pro-capitalistes sans fard. Nous avons déclaré : « SPD/PDS : Déporteurs racistes et fauteurs de guerres impérialistes ! Aucun vote pour le SPD, PDS ! » (Spartakist n° 133, automne 1998).

Pour sa part, le PDS gère la terreur d'Etat contre les immigrés en Saxe-Anhalt et dans le Mecklembourg-Prépoméranie, pavant ainsi la voie pour les nazis. Il pousse aussi l'antiaméricanisme le plus grossier pour le compte de l'impérialisme allemand. Après avoir prouvé sa loyauté envers la bourgeoisie d'Auschwitz en

dirigeant la contre-révolution en RDA, le PDS se précipite maintenant pour donner des conseils aux impérialistes allemands sur la meilleure façon de manœuvrer contre leurs rivaux américains. Le porte-parole du PDS pour la politique étrangère, Wolfgang Gehrcke, exige que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) joue un plus grand rôle dans les Balkans comme contrepoids à l'OTAN dominée par les Etats-Unis, et il conseille au ministre des affaires étrangères Joschka Fischer d'« arrêter de ramper sous les jupons de Madame Albright » (Junge Welt, 20/21 février). En donnant des conseils à l'impérialisme allemand sur la façon de se tailler une place dans les pays riches en pétrole du Proche-Orient, avec la Turquie comme tremplin, le PDS réclame qu'une « initiative européenne » et l'impérialisme allemand « résolvent » la situation kurde. Ainsi le PDS cherche à subordonner la classe ouvrière et sa composante kurde sauvagement persécutée à son ennemi de classe.

A la suite du révolutionnaire russe V.I.

Lénine, nous caractérisons le SPD et le PDS comme des « partis ouvriers-bourgeois » - partis basés sur les syndicats, les organisations de masse du prolétariat, mais avec une direction qui a un programme entièrement bourgeois. Nous nous battons pour scissionner la base ouvrière de ces partis de leurs dirigeants pro-capitalistes, dans le cadre de notre lutte pour forger un parti révolutionnaire, tribun de tous les opprimés, dévoué à la lutte pour la révolution socialiste dans le bastion industriel de l'Europe. Pour une Allemagne ouvrière dans des Etats-Unis socialistes d'Europe ! Les ouvriers kurdes et turcs - qui ont moins d'illusions dans la social-démocratie que le prolétariat indigène à cause du racisme virulent dont ils font l'expérience chaque jour - peuvent jouer un rôle vital pour amener toute la classe ouvrière à rompre avec le SPD et le PDS pro-capitalistes. Ils sont essentiels à la perspective de la révolution socialiste.

Les pseudo-trotskyistes : ennemis de la liberté des Kurdes

Vu l'oppression nationale incessante du peuple kurde en Turquie et la répression de l'Etat bourgeois en Allemagne, le test pour une organisation se prétendant révolutionnaire est son attitude envers la lutte de classe prolétarienne internationale, le nationalisme traître du PKK et, surtout, le rôle des larbins sociaux-démocrates de la bourgeoisie impérialiste qui mettent en œuvre les attaques racistes les plus viles au service du capital.

Les pseudo-trotskyistes du Revolutionär Sozialistische Bund (RSB), affilié au Secrétariat unifié de feu Ernest Mandel, sont depuis longtemps à la traîne du PKK et sont au nombre des partisans enthousiastes du nationalisme kurde. Après la capture d'Öcalan, le RSB continuait à chanter les louanges du PKK, sans critique à son égard, en disant que « la contribution historique rendue par Öcalan est d'avoir joué un rôle déterminant dans la lutte de libération nationale de la minorité kurde en Turquie » (Avanti, mars).

(juillet/août 1995), un porte-parole du RSB défendait en long et en large toutes les manœuvres politiques du PKK, en prétendant que c'est un parti ouvrier qui est « socialiste et internationaliste ». En défendant l'appel du PKK à une « solution politique et démocratique » au Kurdistan, il justifiait « l'utilisation d'institutions internationales, y compris celles dominées par les impérialistes telles que l'ONU », tout en mettant gentiment en garde contre le risque de subordination à la « logique » de ces agences impérialistes. Mais c'était sous les auspices de l'ONU que des aventures militaires comme la guerre de Corée au début des années 50 furent entreprises, et que plus d'un million d'Irakiens, y compris des centaines de milliers d'enfants ont péri depuis 1991 suite à l'embargo imposé

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris

Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévick
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

Spartakist

Publication du
Parti ouvrier spartakiste
d'Allemagne

Abonnement pour un an
(4 numéros) : 30 FF

Spartacist (édition allemande)
est inclus dans l'abonnement

Ecrire au :
Bolchévick,
BP 135-10,
75463 PARIS CEDEX 10



par l'ONU. *A bas l'embargo de l'ONU qui affame l'Irak !*

Le RSB, rejetant un programme centré sur le prolétariat pour unifier les ouvriers turcs et kurdes dans la lutte pour la révolution socialiste, se répand en effusions sur ce qu'il voit comme le pouvoir libérateur des ennemis les plus irréductibles du peuple kurde : les impérialistes d'Europe de l'Ouest. De manière scandaleuse, le RSB décrit l'UE sous des couleurs « progressistes », en prétendant que ce bloc économique impérialiste de terreur d'Etat raciste

l'humanité. Ce n'est que lorsque le prolétariat international arrachera le pouvoir d'Etat des mains de la bourgeoisie que la guerre impérialiste sera à jamais déracinée.

Un autre groupe pseudo-trotskyiste centriste prétendant être du côté du peuple kurde et du PKK face à la répression de l'Etat bourgeois est le Gruppe Arbeitermacht (GAM), qui est l'organisation sœur du groupe britannique Workers Power [et en France Pouvoir ouvrier]. Alors que les manifestants kurdes étaient encerclés par les flics du SPD en février, le GAM se

écrivions-nous, « *a inspiré la classe ouvrière combattive et remuante, Kurdes et Turcs dans toute la Turquie, exaspérée par la dictature répressive de Turgut Özal.* » Il y eut des grèves de solidarité en Anatolie orientale kurde et parmi les ouvriers turcs et, selon certains rapports, des mineurs ont avancé la revendication pour le droit des Kurdes à utiliser leur langue.

Le potentiel pour unifier les ouvriers par-delà les lignes nationales est démontré par l'histoire du Parti communiste d'Irak (PCI). Bien que stalinien depuis sa création en 1934 et à jamais fidèle à la stratégie de collaboration de classe de former des alliances de front populaire avec les bourgeois « progressistes », le PCI était le parti communiste le plus prolétarien de tout le Proche-Orient. Il a fait du travail systématique dans les centres pétroliers et industriels du Kurdistan tels que Kirkouk et Mossoul dans les années 40 et publié des journaux en kurde. Au début des années 50, un bon tiers du Comité central du parti était kurde.

Au beau milieu de la grande agitation sociale qui suivit la chute de la monarchie irakienne en 1959, le PCI détourna les ouvriers vers un soutien à l'officier de l'armée bourgeoise Abd al-Karim Kassam que le PCI salua comme le « dirigeant unique ». Ils sacrifièrent une révolution prolétarienne en Irak. Au nom du soutien à la première étape d'une chimérique « révolution par étapes », le PCI soutint même par la suite le régime Baas, qui ensuite emprisonna, tortura et tua les communistes, les ouvriers et les Kurdes [voir notre article « Comment le Baas irakien est arrivé au pouvoir », *le Bolchévik* n° 105, octobre 1990].

Le premier Etat ouvrier du monde servit de phare pour la libération de toutes les masses opprimées dans l'ancienne « prison des peuples » tsariste et dans le monde entier. Parce que les bolchéviks étaient déterminés à résoudre les nombreuses questions nationales en combattant résolument pour les droits nationaux et démocratiques, le prolétariat soviétique fut capable de gagner à sa cause la myriade de nationalités et de peuples opprimés de l'ancien empire russe. Ce fut un facteur puissant dans la victoire des ouvriers sur la contre-révolution des Blancs dans la guerre civile. Lénine insistait que l'Union soviétique devait être une union libre des peuples. Au début, beaucoup de républiques soviétiques, de républiques autonomes, d'oblasts autonomes et d'Okrugs de nationalités (administrations régionales) furent établis – réalisation vivante du programme bolchévique d'autodétermination nationale. En 1923, la République autonome du Kurdistan fut créée.

La révolution d'Octobre a ouvert la voie à l'émancipation nationale et sociale des peuples opprimés dans tout l'ancien empire tsariste, en écrasant le capitalisme et toutes les formes pré-capitalistes d'oppression et de dégradation. En Asie centrale traditionnellement musulmane, les bolchéviks gagnèrent un soutien particulièrement puissant parmi les femmes qui subissaient une horrible oppression en tant qu'« esclaves des esclaves ». Comme au Kurdistan aujourd'hui, l'Asie centrale à l'époque de la révolution d'Octobre manquait de prolétariat indigène. Donc l'introduction de mesures sociales révolutionnaires allait de pair avec la conquête du pouvoir prolétarien dans les régions avoisinantes, dans ce cas les parties les plus développées de Russie. Dans le cas du Kurdistan, la puissante composante de prolétaires kurdes en Anatolie occidentale et à l'étranger en Europe de l'Ouest peut être un puissant levain pour la nécessaire lutte révolutionnaire internationaliste.

Lénine mena sa dernière bataille précisément sur le terrain de la question nationale contre J.V. Staline en personne, qui tentait de faire rentrer de force les républiques de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie dans une fédération transcaucasienne. Le piétinement des droits démocratiques des peuples non-russes était un des premiers coups de feu tirés dans le processus d'usurpation par la bureaucratie du

pouvoir politique, qui culmina dans la contre-révolution politique en 1923-24, laquelle a détruit le Parti bolchévique de Lénine. Dans les années qui suivirent, la bureaucratie allait revenir sur bon nombre d'acquis de la révolution socialiste d'Octobre 1917, notamment le programme bolchévique pour mettre fin à l'oppression nationale. Les staliniens propagèrent le chauvinisme grand-russe et procédèrent à des transferts forcés de population des Tatars de Crimée, des Allemands de la Volga et d'autres. L'amertume par rapport au grossier chauvinisme de Moscou vis-à-vis des peuples non-russes contribua à la contre-révolution sociale qui détruisit l'Union soviétique en 1991-92.

Poursuivant la lutte de Lénine contre la bureaucratie croissante, Trotsky forgea l'Opposition de Gauche qui chercha à briser l'étau bureaucratique et à infuser de nouveau dans le prolétariat soviétique la conscience des buts libérateurs de la Révolution russe. Les trotskystes défendirent inconditionnellement l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre la contre-révolution interne et les attaques impérialistes, parce que l'Union soviétique continuait à incarner les acquis économiques de la révolution d'Octobre – centralement les formes de propriété collectivisée et l'économie planifiée. En même temps, les trotskystes se sont battus pour chasser la bureaucratie par la révolution politique ouvrière, qui était au bout du compte le seul moyen d'empêcher le stalinisme de dévorer l'Etat ouvrier. Dans un combat mortel contre le dogme stalinien erroné du « socialisme dans un seul pays », au nom duquel des occasions révolutionnaires à l'étranger furent consciemment sabotées, les trotskystes se sont battus pour le programme marxiste de la révolution mondiale.

Ceci est la tradition internationaliste sur laquelle nous reposons, et la base sur laquelle nous nous battons pour forger un parti révolutionnaire pour la lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier. Cet internationalisme anime aussi notre programme pour émanciper le



Des métallos berlinois manifestent en 1992 avec une banderole « Travailleurs, allemands ou non, tracent leur avenir ensemble ».

et d'attaques fascistes croissantes a créé « une sorte de révolution par le haut » en construisant un marché intérieur européen qui forcera les Etats oppresseurs à faire des « concessions » à leurs minorités nationales opprimées : « Plus la Grande-Bretagne ou l'Etat espagnol seront partie prenante de l'UE, plus les Basques et les Irlandais du Nord auront de liberté d'action » (*Avanti*, mars).

En ce qui concerne les Kurdes, le RSB écrit : « *Il est difficilement envisageable que la Turquie avec son régime militaire dans le Kurdistan occupé puisse rejoindre l'UE sans concessions à la minorité kurde opprimée* ! Assigner une mission civilisatrice à la « forteresse Europe » raciste n'est pas simplement du réformisme le plus grossier, mais cela contredit totalement la réalité de l'ordre impérialiste post-soviétique qui a intensifié l'oppression nationale partout dans le monde – depuis l'Irlande du Nord où les catholiques restent sous la botte de l'armée britannique, la Royal Ulster Constabulary [police royale de l'Ulster] et des groupes paramilitaires protestants – jusqu'à Israël, où l'Etat sioniste continue à maintenir sous le joug, à priver de leurs droits et à massacrer les Palestiniens.

Parallèlement à son espoir que les impérialistes européens se mettront du côté des Kurdes, le RSB manifeste sa foi dans la capacité progressiste de la Bundeswehr. En souhaitant que l'armée bourgeoise établisse de meilleures priorités, le RSB écrit (*Avanti*, décembre 1997) : « *les "militants des droits de l'homme" des Verts exigent tout simplement une intervention de la Bundeswehr pour des raisons humanitaires – naturellement non pas là où c'est juste une question de liberté et d'humanité comme au sujet des Kurdes ou contre le génocide des Tutsis, mais plutôt là où les intérêts de puissance allemands seront favorisés comme en Bosnie.* »

Tout au contraire, les marxistes comprennent que l'impérialisme n'est pas simplement une « mauvaise politique » qui peut être modifiée en faisant pression sur l'Etat – l'exécutif de la classe capitaliste – pour qu'il agisse dans les intérêts de « la liberté » et de « l'humanité ». Au contraire, la course aux profits maximum oblige les pays impérialistes rivaux à s'emparer de nouveaux marchés, à éliminer les concurrents, à construire des blocs commerciaux rivaux et en dernière analyse à chercher à rediviser le monde. Ceci est la source des guerres mondiales impérialistes, qui par deux fois au cours de ce siècle ont apporté barbarie et ruine pour de larges pans de

plaignait que « *Le comportement du gouvernement fédéral rouge/vert envers les affrontements violents des derniers jours montre de la façon la plus claire le peu de valeur qu'il faut accorder à leurs déclarations à propos de l'intégration des étrangers, et de l'humanité* » (« Liberté pour Öcalan ! », tract non daté).

Quelle escroquerie ! Ces cyniques « oublient » de mentionner qu'ils ont soutenu l'élection de ces mêmes sociaux-démocrates dans les dernières élections, appelant à voter « pour le SPD à l'Ouest et pour le SPD et le PDS à l'Est » (*Arbeitermacht*, mai/juin 1998). Pour sa part, le RSB a totalement soutenu le PDS, qui déclarait à son tour qu'il soutiendrait « inconditionnellement » le chancelier SPD Schröder. Le soutien aux sociaux-démocrates par le RSB et le GAM est un témoignage saisissant d'à quel point ils sont inféodés aux institutions de la société bourgeoise. Pendant la guerre froide des années 80 et du début des années 90, ces groupes ont encouragé l'anticommunisme social-démocrate en soutenant Solidarność contre-révolutionnaire et cléricale-nationaliste en Pologne, et en saluant la contre-révolution capitaliste d'Eltsine en Union soviétique. Aujourd'hui, les imposteurs centristes continuent à soutenir les partis sociaux-démocrates du racisme et de la guerre.

Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

Dans la lutte pour forger des partis révolutionnaires trotskystes au Proche et au Moyen-Orient, il est impératif d'unifier les classes ouvrières par-delà les lignes nationales. En Turquie, l'expulsion brutale des masses kurdes, qui les a forcées à fuir vers les centres industriels d'Istanbul, d'Ankara et au-delà, a élargi de façon explosive les bases objectives pour l'unité des ouvriers turcs et kurdes contre la bourgeoisie et les propriétaires terriens.

Bien que la bourgeoisie turque essaie d'attiser les passions nationalistes parmi la population turque en diabolisant Öcalan comme terroriste, 48 000 mineurs kurdes et turcs ont, il y a quelques années, fait grève ensemble dans la ville de Zonguldak au bord de la Mer Noire au moment précis où le gouvernement turc accélérât ses préparatifs pour la guerre de l'ONU/OTAN contre l'Irak. Nous avons indiqué à l'époque (*Spartakist* n° 82, janvier 1991) que la grève dépassait les questions économiques en exigeant « *Non à la guerre !* » – un défi direct au rôle de la Turquie comme allié clé de l'OTAN. La grève de Zonguldak,



La LCI lutte pour l'unité de classe des ouvriers turcs et kurdes. Déclaration spartaciste de 1984 « Pour une république socialiste du Kurdistan unifié ! », en turc et en kurde.

peuple kurde. Comme nous l'avons écrit à la veille de la guerre impérialiste contre l'Irak dans l'article « La guerre de Saddam Hussein contre les Kurdes et les militants de gauche » (*Spartakist* n° 83, [repris dans *le Bolchévik* n° 108, février 1991]) : « *Nous soutenons la création d'un Etat kurde, mais parce que la solution à l'oppression des Kurdes signifie vaincre quatre régimes réactionnaires bourgeois, celle-ci ne peut être difficilement envisagée sans une lutte pour la révolution socialiste dans toute la région. Les masses kurdes doivent chercher une alliance avec les prolétariats arabes, perse et turc. Les travailleurs et les opprimés qui ont souffert sous leurs bottes doivent abattre Saddam Hussein et tous les dirigeants réactionnaires du Moyen-Orient. Ceci nécessite la construction de partis ouvriers luttant pour une fédération socialiste du Moyen-Orient.* »

Balkans...

Suite de la page 12

formation d'Etats-nations bourgeois sur les ruines de ce qui avait été une société multinationale intégrée économiquement, et faite de peuples étroitement interpénétrés. Milosevic, un des promoteurs des « réformes de marché » procapitalistes et du chauvinisme grand-serbe, ainsi que Tudjman et Itzbegevic, personnifient le lien entre la restauration capitaliste et le nationalisme.

Nous avons défendu militairement, de façon inconditionnelle, la Yougoslavie et les autres Etats ouvriers déformés contre la contre-révolution capitaliste. Nous appelions à une révolution politique prolétarienne pour chasser les bureaucraties staliennes en Yougoslavie, en Albanie et en Bulgarie et pour la formation d'une fédération socialiste des Balkans.

Dans *Lutte ouvrière* (9 avril), LO reconnaissait : « sous le régime de Tito, pourtant pas un modèle, les peuples avaient coexisté et bien des jeunes, issus de mariages mixtes, ne savaient même pas quelle était leur "ethnie" ». Quant à Socialisme par en bas, affilié au Socialist Workers Party (SWP) britannique de Tony Cliff, leur brochure « Non à la guerre » note que « sous son régime [de Tito] les différentes nationalités réussirent à vivre ensemble paisiblement ».

révolution politique ouvrière, distribuant des dizaines de milliers de tracts devant les usines soviétiques appelant à défendre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

Toutes les organisations pseudo-trotskyistes ont pris le côté de l'impérialisme contre l'Union soviétique. Ayant ainsi soutenu la contre-révolution, elles portent leur part de responsabilité dans les conséquences de celle-ci, y compris dans les Balkans où la restauration du capitalisme, alimentée par le nationalisme, a conduit à la « purification ethnique » tous azimuts des dernières années et à l'invasion des Balkans par plus de 50 000 soldats impérialistes. Elles ont du sang sur les mains.

Les réformistes et centristes battent le rappel pour la guerre impérialiste

Comme ces pseudo-trotskyistes ont fait tout ce qu'ils ont pu durant toute la guerre froide antisoviétique des années 80 pour persuader le prolétariat de leur pays que la « démocratie capitaliste » est supérieure au « totalitarisme stalinien » (liant ainsi les ouvriers à leur ennemi de classe) et comme ils ont pratiquement renoncé à faire semblant de se battre pour une révolution prolétarienne, ils se tournent maintenant vers « leur » impérialisme pour proté-

pression sur le PC pour qu'il organise des manifestations contre la guerre – alors que le PC était dans le gouvernement qui dirigeait les bombardements. Quand le PC est descendu dans la rue, c'était pour attiser le chauvinisme français, comme par exemple le 26 mars avec le titre anti-américain de *l'Humanité* « OTAN go home ». Comme l'écrivait Lénine dans sa brochure « le Socialisme et la guerre » (1915) : « L'unité avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la scission du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque en fait, aujourd'hui, la subordination de la classe ouvrière à "sa" bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes » (*Oeuvres*, tome 21).

L'opportunisme se définit nationalement. Alors que les groupes britanniques comme Workers Power se placent dans le sillage du Parti travailliste de Blair, qui est loyal à l'OTAN dominée par les USA, sur le continent les centristes et réformistes européens ont plutôt soutenu une force d'occupation de l'ONU et/ou de l'OSCE. Mais l'ONU ou l'OSCE sont des officines impérialistes au même titre que l'OTAN, simplement elles reflètent mieux les intérêts de l'impérialisme français ou allemand. La destruction de l'Union soviétique a conduit à des rivalités interimpérialistes croissantes, avec en Europe continentale un nationalisme antiaméricain croissant. Ces groupes partent d'une prostration complète devant leur propre impérialisme lors de cette attaque localisée, ce qui préfigure une capitulation plus grande lors d'une nouvelle guerre interimpérialiste – une guerre qui est inévitable si le prolétariat ne prend pas le pouvoir d'abord. En agissant contre une perspective révolutionnaire prolétarienne, les centristes et les réformistes aident à accroître la possibilité de guerres plus grandes.

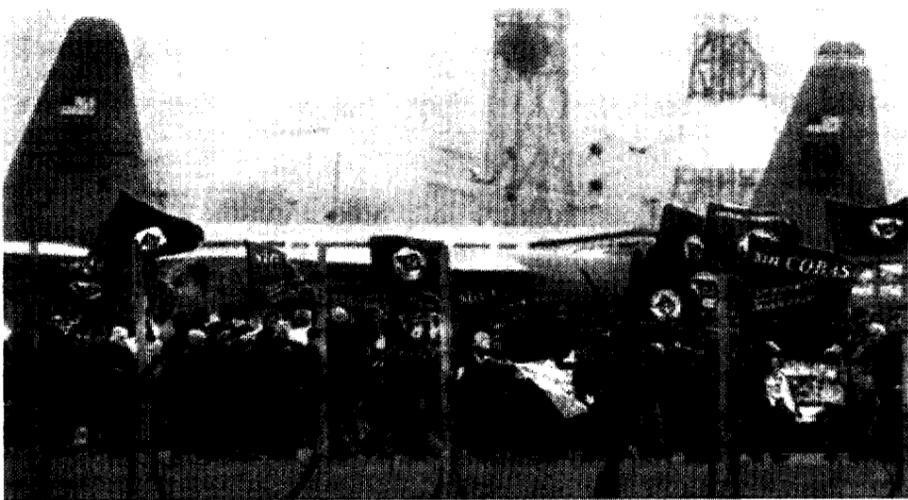
Morvan pousse la ligne de la LCR à sa conclusion logique

Les pseudo-trotskyistes se sont largement redéfinis maintenant comme des libéraux et des sociaux-démocrates. Nous avons confronté le dirigeant de la LCR, Krivine, à diverses reprises pendant la guerre des Balkans. A Londres le 11 juillet, où Krivine disait qu'il n'aimait pas le mot « trotskyste », un camarade de la Spartacist League Britain (SL/B) a déclaré que le Secrétariat Unifié (SU) de Krivine n'avait jamais été la Quatrième Internationale, et que cet héritage programmatique appartient à la LCI. Le camarade faisait remarquer que politiquement Krivine et Cie, loyaux à leur propre bourgeoisie, appartiennent à la Deuxième Internationale.

cadre de l'OSCE pour appliquer un accord transitoire », déclarait Bensaïd dans *Rouge* (1er avril). Et la LCR en toute logique approuve l'occupation impérialiste maintenant : « Les "accords de paix" établissant au Kosovo un protectorat sous mandat de l'ONU ont permis aux gouvernements de l'UE de se remettre en selle, évitant une hégémonie absolue des Etats-Unis et de l'OTAN. Ils représentent un moindre mal, assurant au moins le retour massif et rapide des populations albano-kosovares, impensable sans une force d'interposition internationale » (*Rouge* n° 1840, 2 septembre).

Un autre dirigeant de la LCR, François Morvan, a carrément rejoint la fondation Marc Bloch, constituant une « branche trotskyste dans l'arbre républicain », comme le faisait remarquer de façon mordante *Libération* (14 avril) : « La famille "républicaine" vient de s'enrichir d'une troisième sous-espèce. Au sein de la fondation Marc Bloch – qui regroupe "souverainistes" de droite, fédérés derrière la bannière de Charles Pasqua et de son mouvement *Demain la France*, et ceux de gauche, plutôt dans la mouvance chevènementiste –, un troisième hybride, plutôt inattendu, est né. Il s'agit des "trotsko-républicains" ». Morvan venait de publier une déclaration particulièrement chauvine sur les Balkans dans *le Monde* (11-12 avril) en commun avec des gaullistes (y compris un certain Paul-Marie Coûteaux, qui allait être élu deux mois plus tard sur la liste de Pasqua au parlement européen, où il siège aujourd'hui avec les fascistes italiens du MSI), Pierre Lévy (un « journaliste communiste »), et Didier Motchane, membre éminent du Mouvement des Citoyens, le parti bourgeois de l'ultra-chauvin ministre des flics Chevènement.

Le secrétariat du bureau politique de la LCR s'est immédiatement réuni et a décidé de ne pas l'exclure (voir leur déclaration dans *Rouge* du 15 avril), déclarant ainsi qu'être membre de la LCR n'est pas incompatible avec le fait de faire un bloc avec des gaullistes et des chevènementistes. Certes, les prises de position de Morvan ont provoqué de l'embarras dans la LCR, mais c'est seulement parce que Morvan mettait trop grossièrement en évidence le chauvinisme bourgeois français de toute la LCR en embrassant ouvertement les gaullistes ; passe encore, d'après eux, les chevènementistes, qui sont auréolés dans la « gauche » d'une étiquette « progressiste ». Tous les groupes pseudo-trotskyistes ont voté en 1997 pour certains candidats au moins du front populaire de la « Gauche plurielle », dont Chevènement fait partie, alors qu'en réalité celui-ci représente de façon particulièrement virulente le



Pinto/Reuters

Syndicalistes italiens protestant contre la guerre devant la base aérienne de l'OTAN à Aviano, en avril.

Quelle hypocrisie ! Ces groupes non seulement ont refusé pendant des dizaines d'années de défendre la Yougoslavie contre la contre-révolution, ils qualifiaient ces Etats de « capitalistes » – effectivement ils veulent faire croire que le progrès humain est possible sous le capitalisme, et ils se placent derrière leur propre bourgeoisie face à des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés.

Pendant toute la guerre froide contre l'Union soviétique au nom de la « démocratie » et des « droits de l'homme » des années 1980, les groupes pseudo-trotskyistes ont, sous prétexte d'« antistalinisme » avidement soutenu les forces contre-révolutionnaires en Union soviétique et en Europe de l'Est, notamment Solidarność en Pologne au début des années 80, y compris en prenant fait et cause pour toutes sortes de nationalistes contre-révolutionnaires. La LCR avait même fait l'apologie des « Frères de la forêt », qui pendant la Deuxième Guerre mondiale avaient joué le rôle de suppléants des nazis, et ils ont appelé lors du tournant décisif en URSS, quand Eltsine a pris le pouvoir en août 1991 pour restaurer le capitalisme, à être pleinement solidaire des barricades de celui-ci. Les partisans de Tony Cliff avaient salué l'avènement d'Eltsine en le qualifiant de « la révolution russe de 1991 » et en disant que « le communisme s'est effondré [...] c'est un fait dont tout socialiste devrait se réjouir » (*Socialist Worker*, 31 août 1991). Si *Lutte ouvrière* avait été plus prudente, renvoyant dos à dos les putschistes gorbatchéviens et les contre-révolutionnaires avérés d'Eltsine, elle avait bien entendu refusé d'appeler le prolétariat à balayer les barricades d'Eltsine. Nous avons été les seuls à lutter pour mobiliser le prolétariat pour repousser la contre-révolution d'Eltsine et pour une

ger les « droits démocratiques », et ceci d'autant plus que les sociaux-démocrates du PS et du PC sont au gouvernement.

Mais, comme nous l'écrivions dans une déclaration de la LTF le 27 mars : « Si le PCF ainsi que le ministre des flics Chevènement ont exprimé quelques réserves sur la participation française au carnage contre les Serbes, cela n'a rien à voir avec une opposition au gouvernement capita-



Manif du 26 mars à Paris : l'Humanité attise le chauvinisme français anti-américain. La « gauche » chauvine, de la LCR à LO, etc., s'est jointe au cri de guerre des impérialistes pour le « pauvre petit Kosovo ».

liste, où ils siègent ; le PCF porte tout autant la responsabilité du massacre que Jospin et Chirac. Ils expriment en réalité la préoccupation d'une fraction du capitalisme français, traditionnel parrain impérialiste de la bourgeoisie serbe, que cette guerre ne corresponde pas au mieux des intérêts du capitalisme français assoiffé de sang et de profits ».

Pourtant Voix des travailleurs glorifiait au début la soi-disant opposition du PC à la guerre, lui demandant de sortir du gouvernement. De même, la LCR faisait

Durant toute la durée des bombardements, sous couverture d'opposition à l'OTAN, la LCR n'a cessé de faire campagne activement pour une intervention des troupes, à condition que l'impérialisme français y ait plus de pouvoir (voir notre article « Le SU pour une intervention des troupes », *le Bolchévik* n° 149, printemps 1999) : « L'Otan n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le

nationalisme français dur, qui se renforce avec les rivalités interimpérialistes croissantes. Chevènement est le ministre de la police ! Allez dire aux sans-papiers qu'il déporte que c'est un « progressiste » ! Allez le dire à la famille et aux amis de Souleymane Fofana, tué le 9 avril lors d'une attaque de la BAC (« brigade anticriminalité ») à la Goutte-d'Or à Paris ! Pour avoir dans ses rangs des chauvins entichés de flics, la LCR doit être vilipendée comme des « socialistes » jaunes qui portent l'odeur nauséabonde de ce que Rosa Luxembourg



Johel F. Volson

appelait « le cadavre puant de la social-démocratie ».

En matière d'union sacrée de la « gauche » à l'extrême droite, la LCR vient de récidiver avec son soutien sans vergogne à sa propre bourgeoisie dans la guerre commerciale avec les USA, qui a provoqué une campagne pour attiser grossièrement le chauvinisme français anti-américain. Actuellement cette guerre est seulement au niveau commercial - l'enjeu étant l'antagonisme entre le bœuf aux hormones américain et le roquefort français - mais les guerres commerciales constituent le prélude aux vraies guerres, et déjà la « gauche » cherche activement à mobiliser idéologiquement le prolétariat derrière la bourgeoisie française : elle s'est jetée sur la campagne pour les dirigeants de la Confédération paysanne, proches de la LCR, qui ont saccagé le chantier d'un McDonalds. *Rouge* (2 septembre) publie sous le titre « Solidarité avec la Confédération paysanne » une interview du porte-parole de celle-ci Raymond Fabrègue disant « Nous avons choisi Mac Do comme un symbole de l'impérialisme alimentaire américain, une incarnation de la bouffe industrielle. » Un groupe comme VDT a proclamé : « le choix de s'attaquer à McDonald's ne relève pas d'un anti-américanisme primaire mais désigne la mondialisation, le libéralisme sauvage qui, partout dans le monde, au Brésil, en Afrique tout comme en France, pousse la petite paysannerie vers la pauvreté et la misère » (VDT n° 103, 26 août). Allez dire aux enfants des millions de victimes du colonialisme français en Afrique que la France impérialiste est tout autant opprimée qu'eux, par les Américains !

LO-LCR font campagne pour une Europe capitaliste

Lutte ouvrière s'est construit pendant des décennies la réputation méritée de capituler devant les préjugés arriérés de la classe ouvrière en niant les oppressions spécifiques, que ce soit l'oppression des femmes, l'homophobie, le racisme ou la question nationale en France. Pourtant LO s'est soudain faite le champion du droit à l'autodétermination du peuple kosovar, reprenant le cri de guerre du gouvernement PS-PC contre les Serbes.

LO prétendait s'opposer aux bombardements de l'OTAN, et elle a même indiqué, contrairement à la LCR, qu'elle était contre une invasion de troupes de l'OSCE ou de l'ONU. Ce n'était qu'un mensonge : ils ont passé toute la guerre à faire des déclarations communes avec la LCR et à souligner leur accord fondamental avec celle-ci sur la question des Balkans. Et effectivement, en pleine invasion impérialiste du Kosovo et en plein nettoyage ethnique contre les Serbes et les Tsiganes, ils se sont réjouis que « l'arrêt des bombardements et le départ de l'armée serbe du Kosovo constituent évidemment un énorme soulagement pour toutes les populations de la région » (*Lutte de classes*, juillet-août), ce qui revient à dire que selon eux les troupes de l'impérialisme peuvent vraiment être des « libérateurs » et des pacificateurs « humanitaires » ! C'est pourquoi un gang de nervis de LO nous a attaqués lors de leur fête le 24 mai, car nous avions démasqué leur soutien à l'impérialisme français pendant la guerre (voir notre article page 3).

LO et LCR avaient concocté une liste commune avant que la guerre ne commence, afin de ramener dans le giron du front populaire ceux qui étaient mécontents des mesures racistes et antiouvrières du gouvernement Jospin-Gayssot. Leur programme ne parlait ni du socialisme ni d'une révolution ouvrière (voir notre article « LO-LCR font campagne pour une Europe capitaliste », *le Bolchévique* n° 148, hiver 1998-99). La classe ouvrière a montré peu d'intérêt pour la farce électorale des européennes, et s'est massivement abstenue ; mais profitant de la défaite électorale du PCF, dont la base ouvrière est de plus en plus écœurée par sa participation au gouvernement capitaliste, la liste LO-LCR a fait de bons scores dans les

quartiers ouvriers et a passé la barre des 5 % et a obtenu 5 élus. Même avant l'ouverture de la session « parlementaire », ces cinq « trotskystes » ont décidé d'entrer dans le bloc de la « Gauche européenne unie-Gauche verte nordique » (GUE), un bloc de partis « écologiques » bourgeois et de partis ex-staliniens présidé par Francis Würtz, dirigeant du PCF. La GUE comprend aussi bien le défenseur de l'UCK Krivine, que le KKE grec qui a soutenu le vil chauvinisme grand-serbe de Milosevic ! Ces gens n'ont qu'un principe : défendre leur propre bourgeoisie.

Tout le marais pseudo-trotskyiste sans exception s'est totalement impliqué dans cette campagne électorale. En effet, même s'ils émettaient occasionnellement quelques critiques fraternelles, ils partageaient le chauvinisme de LO et de la LCR. La Gauche révolutionnaire (GR) y rajoutait même sa propre touche de chauvinisme français quand elle se lamentait que, des gouvernements européens, « c'est le gouvernement français qui s'est déshonoré le



Les bombardements impérialistes visaient les usines et les infrastructures nécessaires à la population civile. Train de passagers bombardé le 12 avril.

plus en préférant s'incliner devant l'impérialisme américain » (*L'égalité*, juillet-août), ou avec son slogan « La France doit sortir de l'OTAN » ! (*L'égalité*, avril). Nous trotskystes, ce n'est pas à l'Etat bourgeois que nous faisons appel, mais au contraire au prolétariat. Ecrasons l'alliance contre-révolutionnaire de l'OTAN par la révolution ouvrière !

VDT, malgré leurs tirades occasionnelles contre l'impérialisme, s'était jointe à la foule des apôtres du droit des Albanais à l'autodétermination, en pleine campagne de terreur impérialiste. VDT se considère maintenant comme une tendance de la LCR chauvine et a également des relations fraternelles avec le groupe travailliste britannique Alliance for Workers Liberty, qui manifestait ouvertement le 10 avril à Londres aux côtés de l'UCK qui arborait des panneaux comme « Bonne chance à l'OTAN ».

Les cliffistes de Socialisme par en bas ont cherché en France à se présenter de façon plus « militante » « contre la guerre ». Mais cette organisation avait fondamentalement la même politique, qui ne s'est pas seulement exprimée dans le soutien politique accordé à LO-LCR pendant la guerre. Ainsi, un de leurs dirigeants britanniques, Alex Callinicos, a signé une déclaration en tous points semblable à celles de la LCR, appelant à des troupes de l'OSCE. Et, dans sa brochure « Non à la guerre », Socialisme par en bas, tout en se lamentant que la guerre soit menée par des sociaux-démocrates, comme Jospin, et que « le PS comme le PCF, ne luttent pas contre l'engrenage de la guerre parce qu'ils acceptent la logique du capitalisme » faisait la louange du bourgeois Chevènement, appelant à un large mouvement « antiguerre » comme celui de 1991 qui était basé sur l'actuel MDC et le PC : « lors de la guerre du Golfe en 1991, le ministre des affaires étrangères, Chevènement a démissionné pour marquer son opposition. Le parti communiste a soutenu activement le mou-

vement contre la guerre du Golfe ». Mais à l'époque Chevènement, qui était en fait ministre de la guerre, avait démissionné par chauvinisme français contre cette guerre qu'il jugeait trop favorable aux USA. Et aujourd'hui Chevènement est ministre des flics ! Cela fait longtemps que les cliffistes considèrent les flics comme des ouvriers en uniforme, comme lorsqu'ils ont par exemple déclaré que « quand les flics se mettent en grève, ils cessent de se comporter comme la police et rejoignent leur classe » niant ainsi la compréhension marxiste de l'Etat bourgeois comme « une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés » (Lénine) pour protéger la domination de classe des capitalistes. Maintenant les cliffistes glorifient non seulement les flics, mais le ministre des flics lui-même !

Et le PC en 1991 (qui n'était pas dans le gouvernement), la LCR etc. faisaient descendre des milliers de personnes dans la rue, non sur la base d'une opposition révolutionnaire à l'impérialisme français,

ses propres dires les troupes terrestres de l'OTAN ! *Le Monde* du 9 avril citait un capitaine de l'UCK disant « L'UCK donne des informations sur les cibles à l'OTAN ! J'ai transmis mardi des informations sur un pont et une route empruntés par les Serbes. Le pont a été bombardé et détruit mercredi matin. » Soutenir l'UCK voulait donc dire soutenir les impérialistes. Pourtant Pouvoir ouvrier se démenait pour l'« armement sans conditions de l'UCK » (PO, mai-juin).

Workers Power prétend aujourd'hui qu'à la suite des bombardements de l'OTAN, une situation pré-révolutionnaire serait en train de mûrir en Serbie ! Dans une déclaration du 5 juin, ils avancent un « programme révolutionnaire pour Kosova » qui comprend des revendications pour « l'expropriation des grands propriétaires », pour la « création de milices armées » par les réfugiés et pour l'« élection de conseils de députés ouvriers et paysans ». Après avoir essayé de faire croire que la question centrale dans la guerre était l'autodétermination du Kosovo, Workers Power voudrait nous faire croire à la possibilité d'une révolution sous les baillonnettes de l'OTAN !

La guerre des Balkans a mis à nu l'essence même de l'impérialisme. Celui-ci n'est pas une « mauvaise politique » que l'on peut changer sous la pression des masses comme les réformistes de LO, LCR, etc. voudraient nous le faire croire. C'est le stade actuel, ce que Lénine a appelé « le stade suprême » du capitalisme, le capitalisme dans sa période de décadence, où les grandes puissances se battent pour les marchés et les sphères d'influence, ce qui conduit inexorablement à des guerres encore plus catastrophiques qui ne sont que la continuité du fonctionnement normal impitoyable du système capitaliste de profits qui condamne chaque jour des milliers de gens à mourir de pauvreté. Maintenant, avec l'effondrement de l'Union soviétique, les rivalités inter-impérialistes se renforcent et deviennent plus agressives, conduisant à des guerres impérialistes de domination et finalement à une nouvelle guerre mondiale si une révolution prolétarienne ne les stoppe pas. Quand les réformistes et les centristes appellent à faire pression pour une autre politique, plus humaine, de leur propre bourgeoisie, ils ne font qu'alimenter les illusions nationalistes et constituent un obstacle à ce que la classe ouvrière acquière la conscience de la nécessité de renverser son propre Etat capitaliste et établir sa propre dictature. Pour acquérir cette conscience, la classe ouvrière a besoin d'un parti trotskyste d'avant-garde, que nous luttons pour construire.

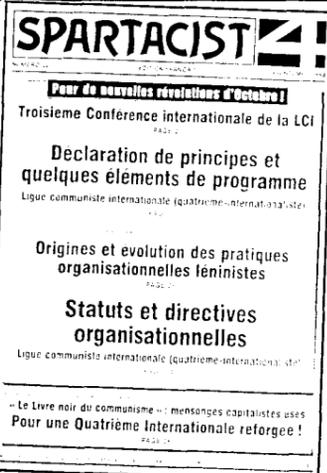
La lutte contre la guerre, c'est la lutte pour la révolution socialiste pour renverser le système impérialiste qui engendre la guerre. C'est la révolution d'Octobre 1917, dirigée par le parti bolchévique de Lénine et Trotsky, qui a fait sortir la Russie de la Première Guerre mondiale et qui a créé le premier Etat ouvrier, un phare d'internationalisme révolutionnaire pour le prolétariat de tous les pays. La Ligue communiste internationale se bat pour reforge la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste, pour diriger la lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier. ■

Spartacist
(Edition française)

N° 32
Printemps 1998
(56 pages)

12FF

Ecrire au *Bolchévique*,
BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10



LO, LCR, etc. ont du sang sur les mains

Troupes de l'OTAN/ONU/France, hors des Balkans !



Gamma

AP

Troupes françaises s'apprêtant à envahir le Kosovo. L'Armée de libération du Kosovo était un simple fantôme de l'impérialisme dans la guerre contre la Serbie.

Les impérialistes américains et leurs alliés de l'OTAN, dont la France, avec l'aide diplomatique de la Russie capitaliste d'Eltsine, ont réussi après 79 jours de bombardements dévastateurs à faire rendre gorge à la petite Serbie. Sous le diktat de « paix », le Kosovo est transformé en un protectorat de l'OTAN avec une force d'occupation de 50 000 soldats pour une période indéterminée. C'était l'objectif de l'OTAN depuis le départ, les discours cyniques sur la protection des Albanais du Kosovo n'étant qu'un prétexte. La Ligue trotskyste dénonce cette « paix » de brigands dictée par les criminels de guerre les plus sanguinaires dans le monde. **Troupes françaises, de l'OTAN, de l'ONU hors des Balkans ! Ecrasez l'impérialisme – pour la révolution ouvrière !**

Les impérialistes ont systématiquement détruit les infrastructures nécessaires à la population civile : les centrales électriques et le système de distribution, les stations d'épuration des eaux, les centrales d'approvisionnement en eau chaude des villes, les hôpitaux, les complexes résidentiels. A peine les troupes de l'OTAN avaient-elles commencé à envahir le Kosovo, que les populations serbe et rom (tsigane) ont été l'objet d'une épuration ethnique brutale de la part de l'UCK, avec y compris le massacre de familles entières, ce qui démontre une fois de plus que le prétexte « humanitaire » des impérialistes n'était qu'un mensonge. Des 150 à 200 000 Serbes qui habitaient la province, il en reste moins du cinquième. Alors que les termes de l'oppression ont été inversés pour les peuples qui habitent le Kosovo, les impérialistes, qui sont hostiles à un Kosovo indépendant et à une Grande Albanie, ont clairement indiqué que c'est eux qui feront la loi au Kosovo.

La Ligue communiste internationale, dont la LTF est la section française, a appelé la classe ouvrière à s'opposer à cette guerre, en paroles et en actes, en luttant pour la défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière. Comme nous

**A bas l'impérialisme français !
Pour la révolution ouvrière !**

l'avons dit dans une déclaration internationale contre la guerre publiée en plusieurs langues (voir *le Bolchévik* n° 149, printemps 1999), « *Lénine soulignait que dans le cas d'une guerre impérialiste contre une petite nation ou un peuple semi-colonial c'est le devoir de la classe ouvrière de non seulement lutter pour la défaite de "son" gouvernement mais aussi de défendre les victimes de l'agression impérialiste. Dans la guerre actuelle, nous sommes pour la défense militaire de la Serbie sans donner au régime de Milosevic le moindre soutien politique. Nous avons soutenu le droit à l'autodétermination de la population albanaise du Kosovo contre le régime chauvin serbe de Belgrade jusqu'à ce que l'OTAN utilise les séparatistes albanais comme des pions pour ses visées prédatrices. Pour les marxistes, le droit démocratique à l'autodétermination des Albanais du Kosovo est nécessairement subordonné aujourd'hui à la lutte contre les bombardements et la menace d'intervention impérialistes.* »

Dans la plupart des pays d'Europe, la guerre a été menée par des gouvernements capitalistes dirigés par des sociaux-démocrates. Les organisations « de gauche », comme en France Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui ont aidé à porter au pouvoir ces sociaux-démocrates et ex-staliniens, ont également soutenu leur guerre sanglante dans les Balkans, en prenant fait et cause pour le « pauvre petit Kosovo », le cri de ralliement des impérialistes contre la Serbie. Le social-chauvinisme à l'extérieur va de pair avec la collaboration de classes sur le terrain

domestique. Les gouvernements qui, avec le soutien de la « gauche », ont bombardé les Serbes, attaquent la classe ouvrière et brisent les grèves. Aussi le prolétariat, qui doit lutter quotidiennement pour survivre sous la domination des « impérialistes des droits de l'homme », était beaucoup moins enthousiaste sur cette guerre que les sociaux-démocrates, les ex-staliniens et leurs apologistes soi-disant de gauche.

Ainsi, en Italie, un million d'ouvriers ont pris part à une grève générale contre la guerre le 14 mai. Des syndicalistes italiens de la SLAI-COBAS Alfa-Romeo de Milan ont lancé une campagne, à l'appel des ouvriers de l'usine automobile de Zastava à Kragujevac (Serbie), pour une aide matérielle aux ouvriers yougoslaves dont les usines ont été dévastées par les bombardements impérialistes. Malgré les divergences politiques profondes que nous avons avec beaucoup de ceux qui participaient à la campagne, la LCI y a pris part dans l'esprit du front unique : marcher séparément, frapper ensemble – avec pleine liberté de critique. C'était une expression concrète de notre opposition à la guerre menée par les impérialistes, et une manière de prendre position militairement du côté des victimes des bombardements tout en donnant une perspective de classe révolutionnaire dans les Balkans.

Par contre, dès le 15 avril la LCR appelait dans *Rouge* « à la solidarité totale avec le peuple kosovar. Organisons des convois d'aide et de solidarité. » Avec Voix des travailleurs (VDT n° 89, 6 mai) et Pouvoir ouvrier (PO n° 55, mai-juin), ils ont soutenu (voir *Rouge*, 27 mai) le

« convoi syndical pour le Kosovo » destiné à un certain « syndicat des enseignants de l'Université » dans les camps de réfugiés, un convoi qui était organisé par certains syndicats, le « Secours ouvrier pour la Bosnie » et la CNT anarchiste.

En fait la guerre de l'OTAN contre la Serbie n'avait rien à voir avec la défense de la population albanaise du Kosovo contre la purification ethnique, c'était une guerre de domination dans le but de réaliser une présence militaire importante des Etats-Unis et de l'OTAN en Serbie en soumettant ou si nécessaire en délogeant Milosevic.

Le démantèlement de la Yougoslavie et les guerres interethniques des Balkans ont été directement provoqués par les impérialistes dans leur ardeur à détruire l'ancien Etat ouvrier déformé de Yougoslavie par la contre-révolution capitaliste. La victoire en 1945 des Partisans communistes de Tito, une force multiethnique, contre les nazis, les Oustachis croates et les tchetniks serbes, avait montré que, malgré des siècles d'hostilité entre les peuples des Balkans, l'unité des peuples slaves du Sud était possible à l'intérieur des frontières de la Yougoslavie – *mais seulement sur la base du pouvoir d'Etat prolétarien*. En même temps, seule l'extension de la révolution socialiste aux pays capitalistes avancés d'Europe de l'Ouest pouvait fournir la base économique pour une véritable égalité nationale dans la région relativement pauvre des Balkans.

Mais la Yougoslavie de Tito était un Etat ouvrier déformé dirigé par une bureaucratie stalinienne attachée au dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays ». Le régime poursuivait le « socialisme de marché », qui intensifiait les disparités nationales et a réactivé le nationalisme, ce qui a finalement pavé la voie à la contre-révolution capitaliste. Les massacres, les transferts forcés de population et les autres atrocités qui en ont résulté, sont inhérents au mécanisme de

Suite page 10